

Thème

Accessibilité

Présence du thème dans les référentiels suivants :

HQE BD				HQE B			
Construction	Rénovation	Exploitation Axe B	Exploitation Axe G	Construction	Rénovation	Exploitation Axe B	Exploitation Axe G
x	x	x					

Introduction.....	2
Applicabilité des exigences et nombre de points	3
Exigences	5
ACES1 EXIGENCES GENERALES	5
ACES1.1 Exigences générales	5
ACES2 FACILITE D'ACCES.....	8
ACES2.1 Cheminements extérieurs et stationnement.....	8
ACES2.2 Accès équitable au bâtiment.....	14
ACES2.3 Espace d'accueil convivial	20
ACES2.4 Desserte verticale équitable.....	23
ACES2.5 Circulation horizontale aisée	28
ACES3 FACILITE D'USAGE.....	32
ACES3.1 Organisation du plan.....	32
ACES3.2 Stimuli sensoriels dans les circulations	34
ACES3.3 Commandes, portes et amplification des sons.....	36
ACES3.4 Ergonomie des espaces d'hygiène	43
ACES4 SECURITE	51
ACES4.1 Cheminement garanti sans obstacle	51
ACES4.2 Escaliers sûrs	55
ACES4.3 Zones de chargement sûres	58

INTRODUCTION

Ce thème évalue l'accessibilité et les qualités d'usage associés du bâtiment et de sa parcelle. Il s'agit d'assurer l'autonomie et le bien-être des personnes (accéder, circuler, s'orienter, utiliser les commandes...), de prévenir les risques d'accidents (chutes et chocs) et ainsi d'anticiper les défis posés par le vieillissement démographique, en proposant des locaux adaptés aux besoins de tous.

Après quelques questions préliminaires permettant de sélectionner certains critères selon le contexte de l'opération, le thème est organisé en quatre sous-thèmes :

- **Exigences générales** : L'objectif est de valoriser les opérations allant au-delà de la seule conformité réglementaire au travers notamment du non-recours à des dérogations, ou encore à des spécialistes de l'accessibilité inclusive.
- **Facilité d'accès** : L'objectif est de réunir les conditions d'un cheminement optimal et équitable entre les visiteurs, quelles que soient leurs facultés sensorielles, physiques ou cognitives. Le sous thème suit le cheminement dans le bâtiment depuis l'entrée sur la parcelle, jusqu'aux circulations horizontales et verticales en passant par les points d'entrée et les zones d'accueil.
- **Facilité d'usage** : L'objectif est d'assurer que les mouvements et les gestes ordinaires puissent s'effectuer sans difficultés, notamment pour les visiteurs plus sensibles aux défauts d'ergonomie de leur environnement direct (troubles de la mémoire, de la vision ou de l'ouïe, difficultés d'effort et de préhension). Sont considérés : les qualités intrinsèques du bâtiment en matière de repérage spatial, de positionnement et caractéristiques des dispositifs de commande, et de conception ergonomique des sanitaires.
- **Sécurité** : L'objectif est de minimiser les risques de chute et de choc. Les espaces couverts sont en particulier les circulations horizontales et verticales où un risque est avéré (escaliers, ascenseur, espaces vitrés, coursives et circulations horizontales). Sont notamment considérés les obstacles dans les cheminements, les escaliers et emmarchements sûrs, ainsi que les zones de chargement pour les bâtiments logistiques en particulier.

APPLICABILITE DES EXIGENCES ET NOMBRE DE POINTS

x = Applicable selon le contexte

x¹ = Applicable si présence d'une zone ERP

x² = Applicable sauf en secteur logistique

x³ = Applicable en présence de cheminements extérieurs ou si pas de places de stationnement en extérieur (ACES2.1.3-S)

x⁴ = Applicable si présence de plusieurs niveaux

x⁵ = Applicable au secteur logistique

x⁶ = Applicable si présence de zones de chargement

x⁷ = Applicable aux secteurs "Commerce (uniquement les centres commerciaux)"
"Logistique" "Transport" "Spectacle" "Culture" "Bâtiments d'exposition /
Hall d'exposition"

x⁸ = Applicable en présence de risques de chute

x⁹ = Applicable en présence d'escaliers

Thème	Réf.	Exigences	Niveaux	Points	Neuf	Réno	Expl axe B	Expl axe G
ACES	1.1.1	Respect de la réglementation ERP en limitant le nombre de dérogations obtenues	2	0/2/4	x ¹	x ¹	x ¹	-
ACES	1.1.2-S	Faire appel à une compétence reconnue pour gérer les questions d'accessibilité	A / NA	0/2	x ²	x ²	x ²	-
ACES	2.1.0-S	Echanges et collaboration avec la ou les collectivités	A / NA	0/1	x	x	x	-
ACES	2.1.1	Circulations extérieures planes ou avec un devers limité et traitées par des rampes si contraintes de site	2	0/1/2	x ³	x ³	x ³	-
ACES	2.1.2	Revêtements des sols extérieurs facilitant la circulation des personnes	A / NA	0/1	x ³	x ³	x ³	-
ACES	2.1.3-S	Présence et caractéristiques de places adaptées	A / NA	0/2	x ³	x ³	x ³	-
ACES	2.2.1	Accès principal digne, c'est-à-dire configuré pour éviter toute forme de discrimination	2	0/2/3	x	x	x	-
ACES	2.2.2	Dispositifs de communication et de contrôle d'accès utilisables par tous	A / NA	0/1	x	x	x	-
ACES	2.2.3	Portes de(des) entrée(s) principale(s) utilisables par tous	3	0/1/2/3	x	x	x	-
ACES	2.2.4-S	Seuil(s) d'entrée contrasté(s) et franchissable(s) sans effort	A / NA	0/1	x	x	x	-
ACES	2.3.1-S	Accueil en relation visuelle directe avec la(les) entrée(s) principale(s) et mobilier de la banque d'accueil confortable	2	0/1/2	x	x	x	-
ACES	2.3.2-S	Salles d'attente	A / NA	0/1	x	x	x	-
ACES	2.4.1-S	Toutes les fonctions desservies par un ascenseur	2	0/2/3	x ⁴	x ⁴	x ⁴	-
ACES	2.4.2	Desserte de l'ensemble des niveaux d'usage courant par chaque ascenseur principal et chaque escalier principal	A / NA	0/1	x ⁴	x ⁴	x ⁴	-
ACES	2.4.3-S	Ascenseurs conformes et confortables	3	0/1/2/3	x ⁴	x ⁴	x ⁴	-

Thème	Réf.	Exigences	Niveaux	Points	Neuf	Réno	Expl axe B	Expl axe G
ACES	2.5.1-S	Circulations intérieures planes et sans dévers pour un niveau donné, ou traitées par des rampes si contraintes de site	2	0/1/2	x	x	x	-
ACES	2.5.2-S	Caractéristiques des circulations intérieures permettant un déplacement aisé	A / NA	0/1	x	x	x	-
ACES	3.1.1	Présence de repères ou d'éléments remarquables rythmant le parcours et facilitant une orientation intuitive	A / NA	0/1	x ²	x ²	x ²	-
ACES	3.1.2-S	Optimisation des distances de déplacement au sein de l'entrepôt	A / NA	0/1	x ⁵	x ⁵	x ⁵	-
ACES	3.2.1-S	Support d'orientation optique, auditif et haptique dans les halls et autres espaces ouverts	A / NA	0/1	x	x	x	-
ACES	3.2.2	Sols, murs, portes et poignées contrastés	A / NA	0/1	x	x	x	-
ACES	3.3.1	Dispositifs de commandes repérables, et faciles à atteindre et ne nécessitant pas deux actions simultanées pour leur mise en œuvre	2	0/1/2	x	x	x	-
ACES	3.3.2-S	Présence de dispositifs de transmission et d'amplification des sons pour les personnes malentendantes dans tous les espaces sonorisés	A / NA	0/1	x	x	x	-
ACES	3.3.3-S	Présence d'équipements d'aides à l'exécution des tâches de manutention, levage, chargement et déchargement	3	0/1/2/3	x ⁶	x ⁶	x ⁶	-
ACES	3.3.4	Manœuvre de portes aisée et limitant le risque de chocs	3	0/1/2/3	x	x	x	-
ACES	3.4.1-S	Sanitaires régulièrement prévus en nombre suffisant	A / NA	0/1	x ⁷	x ⁷	x ⁷	-
ACES	3.4.2	Présence d'une cabine adaptée dans chaque bloc sanitaire ou a minima à chaque niveau	2	0/1/2	x	x	x	-
ACES	3.4.3	Equipements minimaux présents dans les cabines et espaces sanitaires	A / NA	0/1	x	x	x	-
ACES	3.4.4	Manœuvre de portes et circulations confortables dans les sanitaires	2	0/1/2	x	x	x	-
ACES	4.1.1	Circulations horizontales et verticales libres d'obstacles	2	0/1/2	x	x	x	-
ACES	4.1.2	Matérialisation des éléments pouvant créer un leurre visuel	A / NA	0/1	x	x	x	-
ACES	4.1.3	Présence de dispositifs de sécurité en cas de risque de chute	A / NA	0/1	x ⁸	x ⁸	x ⁸	-
ACES	4.2.1	Morphologie d'escalier ou d'embranchements facilitant son franchissement et présence de mains courantes sécurisant la descente	2	0/1/2	x ⁹	x ⁹	x ⁹	-
ACES	4.2.2	Présence d'un dispositif tactile et visuel en amont de chaque volée d'escaliers descendante	A / NA	0/1	x ⁹	x ⁹	x ⁹	-

EXIGENCES

ACESI EXIGENCES GENERALES

ACESI.1 EXIGENCES GENERALES

ACESI.1.1 Respect de la réglementation ERP en limitant le nombre de dérogations obtenues

Cas de non applicabilité :

Si l'opération ne présente pas de zone classée comme "établissement recevant du public" (ERP), cette exigence est non applicable. Ne pas en tenir compte dans l'évaluation (les points de l'exigence seront déduits du total de points disponibles).

La question vise à identifier les opérations qui présentent des zones classées comme établissements recevant du public.

Définition du terme « ERP » :

Les établissements recevant du public (ERP) sont définis dans la réglementation (article R123-2 du Code de la construction et de l'habitation) tel qu'il suit : "constituent des établissements recevant du public tous bâtiments, locaux et enceintes dans lesquels des personnes sont admises, soit librement, soit moyennant une rétribution ou une participation quelconque, ou dans lesquels sont tenues des réunions ouvertes à tout venant ou sur invitation, payantes ou non. Sont considérées comme faisant partie du public toutes les personnes admises dans l'établissement à quelque titre que ce soit en plus du personnel. Les établissements recevant du public (ERP) sont des bâtiments dans lesquels des personnes extérieures sont admises."

Si l'opération présente une zone classée comme ERP, alors est valorisée l'atteinte de la réglementation accessibilité s'appliquant aux ERP sans le recours à des dérogations.

En effet, ces « dérogations » permises en cas d'impossibilité technique, ou encore de coût démesuré de la mise aux normes, s'inscrivent toujours dans des situations d'accessibilité réduite ou dégradée. Le niveau « Sans dérogation » est atteint si les critères d'accessibilité de la réglementation sont réunis pour l'ensemble du bâtiment, sans le recours à des mesures de substitution ou à des dérogations.

A l'inverse, le recours à des « solutions d'effet équivalent » ne pénalise pas l'atteinte du niveau « Sans dérogation ». En effet, dans ce cadre, le niveau d'accessibilité est au moins équivalent aux usages attendus de la réglementation.

Définitions des termes « solution d'effet équivalent », « dérogation » et « mesure de substitution » : Se reporter au document produit par la Délégation Ministérielle à l'Accessibilité (2018) « [Qu'est-ce qu'une solution d'effet équivalent ?](#) »

Attention, le non-respect de la réglementation ne permet pas de certifier l'opération. Le niveau « Avec dérogation » doit a minima être visé pour atteindre le niveau E ou plus.

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Programme</p> <p>Engagement du demandeur.</p>	Existence de l'engagement.
<p>► Phase Conception</p> <p>Demandes d'autorisations relatives aux établissements recevant du public.</p>	Présence du document administratif, et mention d'éventuelles dérogations.
<p>► Phase Réalisation</p> <p>Attestation d'accessibilité ; Durée du mode de preuve illimitée (sauf modification du projet).</p>	
<p>► Phase Exploitation</p> <p>Ad'AP (Agenda D'Accessibilité Programmée), Attestation d'achèvement des travaux de l'Ad'AP ou Attestation d'accessibilité ; Durée du mode de preuve illimitée (sauf modification du projet).</p>	

ACESI.1.2-S Faire appel à une compétence reconnue pour gérer les questions d'accessibilité

Cas de non applicabilité : Cette exigence ACESI.1.2-S est applicable à tous les secteurs SAUF le secteur "Logistique".

Si l'opération appartient au secteur cité ci-dessus, l'exigence est considérée comme non-applicable, ses points seront déduits du total des points disponibles et l'évaluation n'en tiendra pas compte.

Cette exigence valorise le recours à un professionnel de l'accessibilité pour accompagner la maîtrise d'ouvrage au-delà de la seule intervention d'un bureau de contrôle accessibilité.

Un travail avec les associations de personnes handicapées peut également être valorisé. Par exemple avant le projet pour recueillir les besoins, en conception (avis sur des locaux témoins), etc.

Pour les bâtiments faisant l'objet de travaux (neuf, rénovation, mise en accessibilité), l'enjeu est de s'assurer que les enjeux d'accessibilité seront intégrés dès l'amont du projet pour une accessibilité inclusive, plutôt que pour des solutions rapportées à la fin du projet (qui sont par ailleurs souvent plus coûteuses).

Pour les bâtiments existants en exploitation, l'enjeu est d'assurer que l'accessibilité est prise en compte dans les pratiques d'exploitation (sensibilisation, formations, mise en place de solutions permettant d'améliorer l'inclusion...).

Les professionnels dont l'intervention peut ainsi être valorisée sont tous les professionnels ayant une qualification reconnue sur le sujet de l'accessibilité (OPQBI, référent accessibilité de Certivéa...) ou une expérience de plus de 5 ans sur des projets d'accessibilité, à la condition que les missions aillent au-delà de la seule conformité réglementaire.

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
► Phase Programme Engagement du demandeur.	Existence de l'engagement.
► Phase Conception, Réalisation et Exploitation Contrat et qualification du professionnel ; Durée de validité du mode de preuve : 5 ans.	Présence et qualification du professionnel.

ACES2 FACILITE D'ACCES

ACES2.1 CHEMINEMENTS EXTERIEURS ET STATIONNEMENT

ACES2.1.0-S Echanges et collaboration avec la ou les collectivités

L'implantation du bâtiment par rapport à l'espace public, aux collectivités, aux réseaux de transport en commun, est très importante. Les échanges entre établissement et collectivité sont importants, fréquents et nombreux. Ces éléments doivent être rapportés dans le cadre de la certification notamment sur les questions d'accessibilité aux transports, de stationnements et de circulation.

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Toutes phases</p> <p>CR de réunion attestant des décisions prises.</p>	<p>Sans objet</p>

ACES2.1.1 Circulations extérieures planes ou avec un dévers limité et traitées par des rampes si contraintes de site

Cas de non-applicabilité : S'il n'existe pas de cheminements extérieurs au sens indiqué ci-dessous, l'exigence est considérée comme non-applicable, ses points seront déduits du total des points disponibles et l'évaluation n'en tiendra pas compte.

L'objectif est d'éviter de générer des parcours différenciés ou des conditions de circulation pénibles pour certaines personnes dans les circulations extérieures (accès piétons). Des dévers allant jusqu'à 2% sur les circulations peuvent être tolérés. En aucun cas, le franchissement d'une dénivellation ne peut se faire par un élévateur.

S'il existe des cheminements extérieurs au sens indiqué ci-dessous, alors il est demandé de respecter les critères ci-dessous.

Définition du terme « cheminement extérieur » :

Les cheminements extérieurs considérés sont les seuls cheminements pour l'accès au bâtiment depuis la voirie (rue, axe de circulation) ET les cheminements pour l'accès aux éléments d'intérêt sur la parcelle (cheminements entre deux bâtiments, cheminements d'usage au sein de jardins...). La présence de cheminement dans des patios est également à considérer dans cette question, de même que les cheminements non couverts dans des toitures terrasses avec des sols végétalisés. Seuls les terrasses et les patios intérieurs ne sont pas concernés par cette question. Ils sont traités comme des circulations intérieures.

► Pour le premier niveau de points ("Au moins un cheminement principal") :

Au moins un cheminement principal extérieurs doit présenter des circulations répondant aux caractéristiques demandées. Un cheminement principal correspond à un accès au bâtiment depuis la voirie ou accès aux autres fonctions présentes sur la parcelle (par exemple aux autres bâtiments).

► Pour le deuxième niveau de points ("Toutes les circulations") :

Tous les cheminements extérieurs doivent présenter des circulations répondant aux caractéristiques demandées. Les cheminements dans les patios intérieurs et les terrasses ne sont pas considérés ici.

Les conditions à remplir pour les circulations concernées par les différents niveaux de l'exigence sont les suivantes :

- **En cas d'absence de contrainte de site :** Les circulations extérieures considérées doivent être planes au dévers près de 2%.
- **En cas de contrainte de site** (topographie, site classé, zones inondables, nappes phréatiques, contrainte structurelle, etc.) : Une note justificative doit exposer la réalité de ces contraintes et développer les réponses pour minimiser la différenciation des parcours. En particulier, il est demandé la mise en place de rampes situées en continuité du cheminement usuel. Ces rampes doivent vérifier les critères suivants :
 - être doublées par une volée de marches ou un escalier si le dénivelé est équivalent ou supérieur à la hauteur de 3 marches,
 - être équipées de bordure chasse roues (hauteur 10 cm) des deux côtés,

- présenter une inclinaison maximum de 5 % (6% pour l'existant) avec une tolérance jusqu'à 8% sur une longueur inférieure à 2m et 10% sur une longueur inférieure ou égale à 0,50m,
- Comporter des paliers de repos (plans au dévers près) en haut et en bas de la pente, tous les 7 m (dimensions 120 x 140 cm) et en cas de changement de direction supérieur à 45° (dimensions permettant un espace de rotation de 150 cm),
- être pourvues d'un revêtement antidérapant.

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Programme</p> <p>Document détaillant les intentions architecturales.</p>	Présence des intentions architecturales et des caractéristiques du projet.
<p>► Phase Conception</p> <p>Plans.</p>	<p>Cohérence entre les intentions architecturales et les caractéristiques du projet.</p> <p>Pente des circulations, présence de rampes si nécessaire et le cas échéant caractéristiques de ces rampes.</p>
<p>► Phases Réalisation et Exploitation</p> <p>Plans et/ou visite in situ.</p> <p>Durée de validité des modes de preuve : Illimitée (sauf modification du projet).</p>	

ACES2.1.2 Revêtements des sols extérieurs facilitant la circulation des personnes

Cas de non-applicabilité : S'il n'existe pas de cheminements extérieurs au sens indiqué ci-dessous, l'exigence est considérée comme non-applicable, ses points seront déduits du total des points disponibles et l'évaluation n'en tiendra pas compte.

Cette exigence s'applique aux revêtements des sols des circulations extérieures (accès piétons, cheminements dans les espaces verts et patios non couverts).

S'il existe des cheminements extérieurs au sens indiqué ci-dessous, alors il est demandé de respecter les critères ci-dessous.

- Les revêtements sont non réfléchissants.
- Les revêtements sont non meubles.
- Les revêtements pulvérulents (type sablés ou stabilisés) sont proscrits pour les cheminements extérieurs. Les sols stabilisés sont tolérés à la condition qu'un liant soit intégré améliorant la dureté du sol et sa tenue dans le temps et permettant le passage d'un fauteuil roulant.
- Les revêtements sont antidérapants.
- Les irrégularités du sol ne dépassent pas 5 mm en tout point des surfaces de circulation à l'exception des éléments de guidage et des dispositifs tactiles d'éveil à la vigilance.
- Les trous et les fentes sont limités à 2 cm.

Note : Exemples de normes concernant la glissance des sols selon leur usage : NF P 05-011, NF P 05-012, CEN/TS 16165

Définition du terme « cheminement extérieur » :

Les cheminements extérieurs considérés sont les seuls cheminements pour l'accès au bâtiment depuis la voirie (rue, axe de circulation) ET les cheminements pour l'accès aux éléments d'intérêt sur la parcelle (cheminements entre deux bâtiments, cheminements d'usage au sein de jardins...). La présence de cheminement dans des patios est également à considérer dans cette question, de même que les cheminements non couverts dans des toitures terrasses avec des sols végétalisés. Seuls les terrasses et les patios intérieurs ne sont pas concernés par cette question. Ils sont traités comme des circulations intérieures.

Cf également ACES2.1.1

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Programme</p> <p>Document détaillant les intentions architecturales.</p>	Présence dans le programme des intentions.
<p>► Phase Conception</p> <p>CCTP.</p>	<p>Cohérence entre les intentions et les caractéristiques du projet.</p> <p>Caractéristiques des revêtements extérieurs.</p>
<p>► Phases Réalisation et Exploitation</p> <p>Visite in situ ou photographies du site et/ou documentation technique sur les revêtements extérieurs.</p> <p>Durée de validité des modes de preuve : Illimitée (sauf modification du projet).</p>	

ACES2.1.3-S Présence et caractéristiques de places adaptées

Cas de non-applicabilité : S'il n'existe pas de places de stationnement au sens indiqué ci-dessus, l'exigence est considérée comme non-applicable, ses points seront déduits du total des points disponibles et l'évaluation n'en tiendra pas compte.

Si l'opération dispose de places de stationnement au sens indiqué ci-dessous, alors il est demandé un nombre d'emplacements adaptés conforme à la réglementation OU correspondant a minima à une place adaptée par tranche de 50 places. Ces places adaptées doivent être situées au plus proche des chemins d'accès du site.

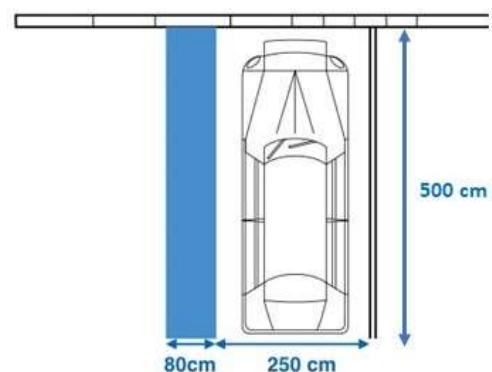
Les places adaptées doivent être situées au plus proche de l'entrée principale du site mais également des entrées secondaires. Les emplacements doivent être signalés et matérialisés au sol.

Définition du terme « place de stationnement » :

Sont concernées les places de stationnement au sein du sous-objet (en extérieur ou en intérieur). On entend par place de stationnement des espaces matérialisés au sol destinés à accueillir un véhicule en stationnement.

Ces places de stationnement adaptées doivent respecter des règles de dimensionnement minimales :

- Longueur de 500 cm.
- Largeur de 330 cm (250 cm + 80 cm de passage).
- Hauteur minimale de passage de 215 cm au niveau de la place de stationnement adaptée si parking couvert.
- Place horizontale au dévers de 2% près et connectée sans seuil (ou seuil inférieur à 2 cm) au cheminement (caractéristiques du revêtement de sol et du raccordement conforme à l'exigence ACES2.1.2).



MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
► Phase Programme Document détaillant les intentions architecturales.	Présence dans le programme de places adaptées.
► Phase Conception Schémas des places adaptées.	Présence et caractéristiques des places adaptées.
► Phases Réalisation et Exploitation Visite in situ ou photographies du site. Durée de validité des modes de preuve : Illimitée avec vérification annuelle que ces places restent bien réservées.	

ACES2.2 ACCES EQUITABLE AU BATIMENT

ACES2.2.1 Accès principal digne, c'est-à-dire configuré pour éviter toute forme de discrimination

Cette exigence porte sur les accès d'usage, c'est-à-dire sur les espaces de passage destinés à accueillir les flux d'utilisateurs et/ou de visiteurs dans le bâtiment. Les accès techniques ne sont pas visés par cette exigence. L'objectif est d'éviter de générer des parcours différenciés ou des conditions d'accès pénibles pour certaines personnes. En aucun cas, l'entrée dans un bâtiment neuf ou restructuré ne peut se faire par un élévateur.

► Pour le premier niveau de points (« Au moins un accès principal est digne ») :

Au moins un accès principal est digne, c'est-à dire permet le même passage pour tous. A l'inverse, une opération dans laquelle le seul accès sans marche serait par une entrée secondaire ne peut pas prétendre au point.

Attention : Pour accéder aux classes C, B ou A à l'échelle du thème, la validation du premier niveau de cette exigence est obligatoire.

► Pour le deuxième niveau de points (« Tous les accès principaux sont dignes ») :

Tous les accès principaux doivent être considérés. Ainsi, dans le cas de plusieurs accès principaux distingués par type d'utilisateurs (personnel, visiteurs...), chacun de ces accès est concerné. Rappel : les accès techniques ne sont pas visés par cette exigence.

Définition du terme « Accès digne » :

- **En l'absence de contrainte de site** : Un accès est considéré comme digne lorsque le niveau d'entrée de l'accès principal du bâtiment est calé sur le niveau de référence extérieur permettant le passage par la même entrée pour tous.
- **En présence de contrainte de site** : Si les contraintes de site (topographie, site classé, zones inondables, nappes phréatiques, contrainte structurelle, etc.) ne permettent pas d'aligner le niveau d'entrée au niveau de référence extérieur, un accès est considéré comme digne si la réalité de cette contrainte est justifiée et si des efforts ont été fournis pour minimiser la différenciation des parcours (exemples : rampe aboutissant au même accès, ascenseur repérable et positionné à proximité immédiate de l'accès...). Il s'agit alors de permettre le passage par la même entrée pour tous.

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Programme</p> <p>Document détaillant les intentions architecturales + note de contrainte de site si applicable.</p>	<p>Présence des intentions concernant les accès.</p>
<p>► Phase Conception</p> <p>Document détaillant les intentions architecturales + plans + note de contrainte de site si applicable.</p>	<p>Accès au niveau de référence du sol permettant une entrée accessible pour tous si pas de contrainte de site.</p> <p>Dispositions prises pour limiter la différenciation du parcours si contrainte de site.</p>
<p>► Phases Réalisation et Exploitation</p> <p>Visite in situ ou photographies du site + note de contrainte de site si applicable.</p> <p>Durée de validité des modes de preuve : Illimitée (sauf modification du projet).</p>	

ACES2.2.2 Dispositifs de communication et de contrôle d'accès utilisables par tous

Cas de non-applicabilité : Si l'opération ne dispose d'aucun dispositif de communication et/ou de contrôle, l'exigence est considérée comme non-applicable, ses points seront déduits du total des points disponibles et l'évaluation n'en tiendra pas compte.

Cette exigence valorise l'intégration d'un système de visiophonie et d'une boucle à induction magnétique lorsqu'un dispositif de communication et/ou de contrôle est prévu pour l'accès au bâtiment.

Si l'opération dispose d'un dispositif de communication et/ou de contrôle, alors ce dispositif doit vérifier les critères suivants :

- **Contraste :** Minimum 30 points LRV (light reflective value) par rapport à son support. Ce contraste est ainsi défini comme l'écart de l'indice de réflectance à la lumière (LRV) des deux surfaces considérées, tel que défini dans l'ISO 21542. Il peut être justifié par une mesure à l'aide d'un luminance-mètre ou plus simplement à l'aide de nuanciers.
- **Facilité d'atteinte :** Un espace d'usage (80 x 130 cm) est prévu pour chaque équipement ou dispositif de commande, afin de permettre l'atteinte et l'utilisation par tous les utilisateurs. Toutes les commandes sont situées à plus de 40 cm d'un angle intérieur formé par deux parois (si les parois présentent une largeur supérieure à 30 cm). Les commandes murales et les poignées de portes sont positionnées entre 90 cm et 110 cm.
- **Ne nécessitant pas d'actions simultanées pour la mise en œuvre** (exemple : nécessité de maintenir un bouton appuyé pour tirer une porte). A défaut, les actions doivent être désynchronisées.
- **Déverrouillage** des portes accompagné d'un signal sonore et lumineux, le cas échéant.

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
► Phase Programme Document détaillant les intentions.	Intention de mettre en place un (des) dispositif(s).
► Phase Conception CCTP.	Présence, positionnement et caractéristiques du dispositif de communication et de contrôle d'accès.
► Phases Réalisation et Exploitation Visite in situ ou photographies du site et/ou documentation technique sur le dispositif utilisé. Durée de validité des modes de preuve : Illimitée (avec vérification annuelle que les dispositifs installés fonctionnent bien durant l'exploitation).	

ACES2.2.3 Portes de(des) entrée(s) principale(s) utilisables par tous

Cette exigence s'applique à l'ensemble des portes de la (ou les) entrée(s) principale(s).

Définition du terme « entrée principale » :

L'entrée principale correspond à l'espace de passage destiné à accueillir les flux de visiteurs ou d'utilisateurs dans le bâtiment. Cela exclut notamment les entrées techniques, déchets ou livraison. Il s'agit bien de l'entrée du bâtiment et non de l'entrée sur la parcelle.

► Pour le premier niveau de points (« Au moins une entrée par un sas avec portes manuelles ou par une porte tambour adaptée ») : L'entrée se fait par :

- Un sas fermé avec des portes manuelles pour lesquelles l'effort d'ouverture ne doit pas excéder 40 Newtons. Des portes équipées de mécanisme d'entraînement pour faciliter l'ouverture et la fermeture peuvent être utilisées.
- Ou des portes tambours adaptées (diamètre intérieur de 360 cm minimum) et doublées d'une porte secondaire.
- Ou des portes manuelles sans passage par un sas dont l'effort d'ouverture est compris entre 50 et 20 Newtons.

► Pour le deuxième niveau de points (« Au moins une entrée sans passage par un sas ou par un sas fermé avec portes automatiques ») :

L'entrée se fait sans passage par un sas ou avec passage par un sas fermé avec des portes automatiques. Des portes automatiques permettent ainsi de facto de valider le niveau. Des portes manuelles sans passage par un sas peuvent également être valorisées dès lors que l'effort d'ouverture n'excède pas 20 Newtons.

Nota Bene : Dans le cas où une même entrée peut se faire avec des portes d'entrée de différents types, les points obtenus dépendent également de leur configuration :

- Si les portes conduisent à des accès différenciés, les points obtenus correspondent à la situation la plus défavorable. Par exemple, pour un bâtiment présentant deux entrées principales dont une avec des portes automatiques, et l'autre avec une porte manuelle, les points obtenus correspondent aux points de la porte manuelle.
- Si les portes conduisent à des accès équivalents utilisables par tous, les points peuvent correspondre à la situation la plus favorable. Par exemple, pour un bâtiment présentant une entrée avec trois portes (l'une automatique, les deux autres manuelles) toutes accessibles à partir du même cheminement, les points obtenus correspondent aux points de la porte automatique.

► Pour la totalité des points (« Toutes les entrées sans passage par un sas ou par un sas fermé avec portes automatiques ») :

Toutes les entrées principales répondent aux critères du deuxième niveau.

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Programme</p> <p>Document détaillant les intentions.</p>	<p>Intentions sur la typologie et la configuration des portes des entrées principales.</p>
<p>► Phase Conception</p> <p>Plans, CCTP.</p>	<p>Typologie et configuration des portes des entrées principales.</p>
<p>► Phases Réalisation et Exploitation</p> <p>Visite in situ et/ou documentation technique sur les portes utilisées, tests manométriques.</p> <p>Durée de validité des modes de preuve : Illimitée (sauf modification du projet).</p>	

ACES2.2.4-S Seuil(s) d'entrée contrasté(s) et franchissable(s) sans effort

Cette exigence concerne toutes les portes d'entrée du bâtiment, y compris les portes des accès techniques (maintenance, déchets et livraisons). Les seuils des portes doivent vérifier les deux critères ci-dessous :

- **Ressaut limité** : L'ensemble des seuils des accès techniques (maintenance, déchets et livraison) et des accès d'usage courant doivent être inférieurs à 2 cm. Pour tous les seuils de plus de 5 mm, le ressaut doit être biseauté, c'est-à-dire répondre à la règle de 1 hauteur pour 3 longueurs.
- **Les seuils** sont limités à 5mm sur tout le circuit patient.
- **Pour les seuils de locaux techniques**, l'exigence ne concerne pas les seuils nécessaires pour des raisons techniques ou de sécurité (exemple : seuils en chaufferie pour éviter les déversements).
- **Contraste de 70 % avec leur environnement immédiat** pour les portes dont le seuil est supérieur à 5 mm.

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
► Phase Programme Document détaillant les intentions.	Intentions pour les dimensions et contrastes des ressauts des seuils d'entrée.
► Phase Conception CCTP.	Dimension et contraste des ressauts des seuils d'entrée.
► Phases Réalisation et Exploitation Visite in situ ou photographies du site. Durée de validité des modes de preuve : Illimitée (sauf modification du projet).	

ACES2.3 ESPACE D'ACCUEIL CONVIVIAL

ACES2.3.1-S Accueil en relation visuelle directe avec la(les) entrée(s) principale(s) et mobilier de la banque d'accueil confortable

Cas de non-applicabilité : Si l'opération ne dispose pas d'espace d'accueil à l'arrivée dans le bâtiment au niveau de(s) entrée(s) principale(s), l'exigence est considérée comme non-applicable, ses points seront déduits du total des points disponibles et l'évaluation n'en tiendra pas compte.

Si l'opération dispose d'espace d'accueil à l'arrivée dans le bâtiment au niveau de(s) entrée(s) principale(s), alors cette exigence s'applique à l'ensemble des banques, mobiliers d'accueil, comptoirs, guichets présents dans le bâtiment, à l'exception des comptoirs de café avec service et paiement à la place.

Définition du terme « entrée principale » :

L'entrée principale correspond à l'espace de passage destiné à accueillir les flux de visiteurs ou d'utilisateurs dans le bâtiment. Cela exclut notamment les entrées techniques, déchets ou livraison. Il s'agit bien de l'entrée du bâtiment et non de l'entrée sur la parcelle.

Cf également ACES2.2.3.

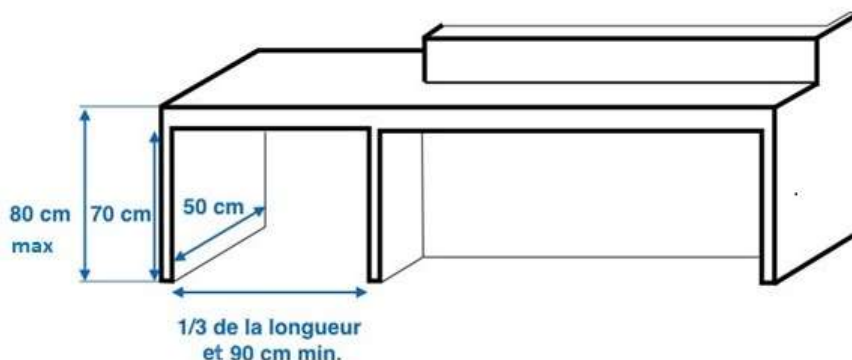
Pour le secteur de la santé, les autres entrées (urgences, maternité, consultation, imagerie, etc.) sont à traiter comme l'entrée principale.

► Pour le premier niveau de points (« Accueil et mobilier présents ») :

L'accueil est visible de façon évidente depuis l'entrée du bâtiment et le personnel d'accueil dispose d'une vue directe sur l'entrée.

La banque d'accueil (ou le guichet ou comptoir) respecte les caractéristiques suivantes :

- Une partie du mobilier forme un « comptoir » bas avec un espace vide sous plan pour permettre aux personnes accueillies de s'approcher et de remplir un document en position assise, ainsi que pour permettre l'approche par une personne en fauteuil roulant. L'espace vide sous plan présente les dimensions minimales suivantes :
 - Hauteur sous plan : 70 cm,
 - Profondeur libre sous plan : 50 cm.
 - La largeur de ce « comptoir » bas doit être supérieure au tiers de la dimension totale du « comptoir » (partie basse et partie haute), et ne peut être inférieure à 90 cm. Cette partie basse du mobilier est intégrée au design du meuble pour ne pas apparaître comme un dispositif stigmatisant.



- Une partie du mobilier forme un « comptoir » haut pour permettre aux personnes accueillies debout de pouvoir s'appuyer et remplir un document.

Les éléments suivants doivent également être présents dès le premier niveau de points :

- La présence d'assises pour l'attente à proximité de chaque accueil du bâtiment. Cette zone d'attente doit être située à proximité immédiate de la banque d'accueil et à la même altimétrie pour au moins une partie des assises.
- La présence d'un dispositif de communication de qualité intégrée dans la banque d'accueil, avec la présence d'une Boucle à Induction Magnétique (BIM) connectée à microphone et à un amplificateur. La présence d'une BIM portable ne permet pas de valider le niveau.

► Pour le deuxième niveau de points (« Accueil et mobilier confortables avec BIM ») :

La présence d'assises pour l'attente à proximité de chaque accueil du bâtiment. Cette zone d'attente doit être située à proximité immédiate de la banque d'accueil et à la même altimétrie pour au moins une partie des assises.

La présence d'un dispositif de communication de qualité intégrée dans la banque d'accueil, avec la présence d'une Boucle à Induction Magnétique (BIM) connectée à microphone et à un amplificateur. La présence d'une BIM portable ne permet pas de valider le niveau.

Les éléments suivants doivent également être présents :

- Les espaces d'accueil ont été travaillés par l'équipe de conception dans une approche inclusive (et pas seulement réglementaire) : volume - forme – revêtement ;
- Ergonomie des sièges pour les visiteurs : prévoir des assises différenciées (hauteur - avec / sans accoudoir - position appuyée...) ;
- Ergonomie du poste de travail des agents d'accueil : position assise - position debout - mouvements quotidiens...

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Programme</p> <p>Document détaillant les intentions architecturales.</p>	Intentions concernant l'accueil.
<p>► Phase Conception</p> <p>CCTP, plans.</p>	Visibilité de l'accueil depuis la (les) entrées principales, caractéristiques des espaces et du mobilier et des équipements présents sur la zone d'accueil (banque, assises, dispositifs de communication).
<p>► Phases Réalisation et Exploitation</p> <p>Visite in situ ou photographies du site.</p> <p>Durée de validité des modes de preuve : Illimitée (sauf modification du projet).</p>	

ACES2.3.2-S Salles d'attente

Les salles d'attente devront présenter les éléments suivants :

- Ergonomie des sièges pour les visiteurs : prévoir des assises différenciées (hauteur - avec / sans accoudoir - position appuyée...) ;
- Accès à un point d'eau ou une fontaine à eau proche ;
- Accès à des sanitaires proches ;
- Signalétique claire vers l'accueil, les ascenseurs ou escaliers, espaces de confort pour les visiteurs (terrasse, restauration, etc.).

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Programme</p> <p>Document détaillant les intentions architecturales.</p>	Intentions concernant les salles d'attente.
<p>► Phase Conception</p> <p>CCTP, plans.</p>	Caractéristiques des espaces et du mobilier et des équipements présents sur les salles d'attente (sièges, signalétique...).
<p>► Phases Réalisation et Exploitation</p> <p>Visite in situ ou photographies du site.</p> <p>Durée de validité des modes de preuve : Illimitée (sauf modification du projet).</p>	

ACES2.4 DESSERTE VERTICALE EQUITABLE

Cas de non applicabilité du bloc d'exigences : Si l'opération ne dispose pas de différents niveaux au sens indiqué dans ACES2.4.1, tout le bloc d'exigences ACES2.4 est non applicable. Ne pas tenir compte des exigences ACES2.4.1 à ACES2.4.3 dans l'évaluation (les points de ces exigences seront alors déduits du total de points disponibles).

ACES2.4.1-S Toutes les fonctions desservies par un ascenseur

Si l'opération dispose de différents niveaux au sens indiqué ci-dessous, alors il est demandé que toutes les fonctions soient desservies par un ascenseur (ou un monte-charge pour les niveaux associés à des locaux techniques).

► Pour le premier niveau de points (« Toutes les fonctions sont desservies par un ascenseur ») :

Au moins 50% de chaque fonction (en nombre de pièces hébergeant ces fonctions) présente dans le bâtiment est desservie par un ascenseur. Pour les fonctions spécifiques, 100% de ces fonctions doivent être desservies.

Une fonction est considérée comme desservie par un ascenseur si un ascenseur mène au niveau qu'elle occupe et s'il n'existe pas d'emmarchement ou d'escaliers pour y accéder depuis cet ascenseur. Une fonction est bien entendu considérée comme desservie si elle se situe en rez-de-chaussée et s'il n'existe pas d'emmarchement ou d'escaliers pour y accéder.

Exemples :

- Un bâtiment présentant trois salles de réunion peut obtenir le premier niveau de points si au moins deux salles de réunion sont desservies par un ascenseur.
- Un établissement ne disposant que d'une seule salle de pause ne peut obtenir le premier niveau de points que si celle-ci est desservie par un ascenseur.

Attention : Pour accéder aux classes C, B ou A à l'échelle du thème, la validation du premier niveau de cette exigence est obligatoire.

► Pour le deuxième niveau de points (« Toutes les surfaces sont desservies par un ascenseur ») :

L'ensemble des surfaces de tous les niveaux est desservi par un ascenseur. Une surface est considérée comme desservie par un ascenseur si un ascenseur mène à son niveau et s'il n'existe pas d'emmarchement ou d'escaliers pour y accéder depuis cet ascenseur.

Définitions :

- **Fonction :** On appelle « fonctions » les différentes prestations d'usage dans les locaux.
- **Fonction spécifique :** On appelle « fonctions spécifiques » les prestations non reproductibles, telles qu'une exposition ou un spectacle. Ces fonctions spécifiques sont à traiter dans leur globalité.

Exemples :

- Pour un programme de bureau, les fonctions peuvent être : bureau, RIE, salle de réunion, salle de reprographie, etc.
- Pour un programme de type musée, les fonctions peuvent être : accueil, billetterie, boutique, exposition dans son ensemble, vestiaires, auditorium, etc.

- **Niveau** : On entend ici par « niveau » des étages au sens de la réglementation c'est-à-dire présentant une différence d'altimétrie supérieure à 1,20 m. (Article 7 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.111-19 à R. 111-19-3 et R.111-19-6 du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création).
- **Niveau d'usage** : Les niveaux d'usage concernent les niveaux hébergeant des espaces d'usage du bâtiment hors locaux techniques et zones de stationnement. Les mezzanines, rooftops et toitures-terrasses accessibles sont donc considérées comme des niveaux d'usage.

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Programme</p> <p>Document détaillant les intentions architecturales.</p>	Intentions concernant les niveaux et fonctions accessibles par un ascenseur.
<p>► Phase Conception</p> <p>Plans, coupes.</p>	<p>Niveaux accessibles par un ascenseur.</p> <p>Fonctions accessibles par un ascenseur.</p>
<p>► Phases Réalisation et Exploitation</p> <p>Plans, coupes et/ou visite in situ.</p> <p>Durée de validité des modes de preuve : Illimitée (sauf modification du projet).</p>	

ACES2.4.2 Desserte de l'ensemble des niveaux d'usage courant par chaque ascenseur principal et chaque escalier principal

Si l'opération dispose de différents niveaux au sens indiqué ci-dessous), alors cette exigence requiert que chaque escalier principal et chaque ascenseur principal desserve l'ensemble des niveaux d'usage courant. Les niveaux souterrains ne sont pas visés par cette exigence.

Si le bâtiment possède plusieurs niveaux mais pas d'ascenseurs, aucun point ne peut être obtenu (indiquer « non atteint »).

Définitions « escaliers principaux » :

On définit comme « escaliers principaux » les escaliers directement connectés aux zones d'entrées principales et desservant des niveaux d'usage ainsi que les zones de stationnement.

Nota Bene : Dans les immeubles de grande hauteur, dès lors que les escaliers ne sont pas prévus pour être utilisés dans les déplacements inter-étages, ils peuvent être considérés comme à seule fonction d'évacuation et exclus du périmètre de l'exigence.

Définition des termes « Niveau » et « Niveau d'usage » : Cf exigence précédente ACES2.4.1.

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Programme</p> <p>Document détaillant les intentions architecturales.</p>	Intentions concernant les ascenseurs et escaliers principaux.
<p>► Phase Conception</p> <p>Plans, coupes.</p>	Desserte des ascenseurs et escaliers principaux
<p>► Phases Réalisation et Exploitation</p> <p>DOE ou tout autre document permettant de justifier l'exigence (validité du mode de preuve : illimitée, tant que le bâtiment n'a pas été modifié par rapport aux hypothèses de la preuve)</p>	

ACES2.4.3-S Ascenseurs conformes et confortables

Si l'opération dispose de différents niveaux au sens indiqué ci-dessous, alors il est demandé que, a minima, les ascenseurs soient conformes en tout point aux exigences de la norme NF-EN-81-70: 2018. Pour les bâtiments dont le permis de construire a été déposé avant 2019, la norme NF-EN-81-70:2003 peut également être utilisée.

Cette exigence est valable pour tous les ascenseurs (hors monte-charges). Elle s'appuie sur les critères définis dans la norme NF-EN-81-70 d'accessibilité aux ascenseurs pour toutes les personnes y compris les personnes avec handicap.

Si le bâtiment possède plusieurs niveaux mais pas d'ascenseurs, aucun point ne peut être obtenu (indiquer « non atteint »).

Les dimensions des cabines doivent ainsi vérifier l'un des critères suivants :

► Pour le premier niveau de point (« Cabines d'ascenseur de type 1 uniquement ») :

- Les dimensions minimales des cabines d'ascenseur sont de type 1 (100 x 130 cm et 450 kg selon la norme NF-EN-81-70: 2018 ; 100 x 125 cm et 450 kg selon la norme NF-EN-81-70: 2003).
- Ce niveau de points n'est accessible que pour les ascenseurs déjà existants, il n'est pas disponible pour les nouveaux ascenseurs posés dans les bâtiments existants ou neufs.

► Pour le deuxième niveau de point (« Au moins une cabine d'ascenseur de type 2 ») :

- Toutes les cabines sont a minima de type 1 et au moins une des cabines présentes est de type 2 (110 x 140 cm et 630 kg).
- En outre, tous les niveaux d'usage doivent être desservis par une cabine de type 2.
- Une étude de flux (personnel, visiteurs, malades couchés, logistique, etc.) devra être menée. Les dimensions des cabines pour les malades couchés et/ou la logistique sont issues de cette étude de flux.

► Pour la totalité des points (« Au moins une cabine d'ascenseur de type 3 ou plus ») :

- Toutes les cabines sont a minima de type 1,
- ET au moins une des cabines présentes est de type 3 (110 x 210 cm et 1000 kg selon la norme NF-EN-81-70: 2018 ; 200 x 140 cm et 1275 kg selon la norme NF-EN-81-70: 2003) ou plus (type 4 ou 5 de la norme NF-EN-81-70: 2018).
- En outre, tous les niveaux d'usage doivent être desservis par une cabine de type 3.
- Une étude de trafic devra être menée. La séparation des flux (personnel, visiteurs, malades couchés, logistique, etc.) identifiée dans le deuxième niveau de points devra être prise en compte. Les dimensions des cabines pour les malades couchés et/ou la logistique sont issues de cette étude de trafic.

Définition des termes « Niveau » et « Niveau d'usage » : Cf exigence ACES2.4.1.

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Programme</p> <p>Document détaillant les intentions.</p>	<p>Intentions concernant les cabines d'ascenseurs.</p>
<p>► Phase Conception</p> <p>CCTP.</p>	<p>Dimensions des cabines d'ascenseurs ; Caractéristiques des cabines.</p>
<p>► Phases Réalisation et Exploitation</p> <p>Visite in situ ou photographies du site, documentation technique, document attestant de la conformité des équipements installés.</p> <p>Durée de validité des modes de preuve : Illimitée (sauf modification du projet).</p>	

ACES2.5 CIRCULATION HORIZONTALE AISEE

ACES2.5.1-S Circulations intérieures planes et sans dévers pour un niveau donné, ou traitées par des rampes si contraintes de site

La présente exigence concerne les ruptures de niveau inférieures à 120 cm. Si le dénivelé est supérieur à 120 cm, alors les surfaces concernées forment un étage au sens de la réglementation, et ses surfaces doivent répondre à l'exigence ACES2.4.1.

L'objectif est d'éviter de générer des parcours différenciés ou des conditions de circulation pénibles pour certaines personnes dans les circulations intérieures. Les dévers ne sont pas tolérés. Le franchissement d'une rupture de niveau dans un bâtiment au moyen d'un élévateur ne permet d'atteindre la note maximale.

► Pour le premier niveau de points « Circulations non planes traitées par des élévateurs en cas de contrainte » :

- **En l'absence de contrainte de site** : Il est demandé que toutes les circulations d'un niveau donné soient planes. Chaque niveau du bâtiment doit être homogène, c'est-à-dire présentant la même altimétrie sur la totalité de ses surfaces. Les amphithéâtres, les auditoriums ou toutes salles présentant des gradins ne sont pas concernés par cette exigence.
- **En cas de contrainte de site** (topographie, site classé, zones inondables, nappes phréatiques, contrainte structurelle, etc.) : Une note du concepteur doit justifier la réalité de ces contraintes et développer des réponses pour minimiser la différenciation des parcours. En particulier, il est demandé la mise en place d'une solution de franchissement en continuité du cheminement usuel (solutions architecturales intégrées, rampes...).
- **Pour les bâtiments existants**, le recours à des élévateurs est toléré. Ces élévateurs doivent vérifier les critères suivants :
 - Appareil à course verticale (les appareils à déplacement oblique sont proscrits)
 - Appareil avec nacelle, gaine et portillon
 - Dimensions minimales de la plateforme de 90 x 140 cm en cas de service simple ou opposé ou de 110 x 140 cm dans le cas d'un service en angle
 - Largeur minimale de passage utile du portillon de 83 cm.
 - Commandes de la nacelle implantée sur un support incliné entre 30° et 45° par rapport à la verticale.
 - Force de pression nécessaire pour activer les commandes comprise entre 2 et 5 Newtons.

► Pour le deuxième niveau de points « Circulations planes ou non planes traitées par des rampes en cas de contrainte » :

- **En l'absence de contrainte de site** : Il est demandé que toutes les circulations d'un niveau donné soient planes. Chaque niveau du bâtiment doit être homogène, c'est-à-dire présentant la même altimétrie sur la totalité de ses surfaces. Les amphithéâtres, les auditoriums ou toutes salles présentant des gradins ne sont pas concernés par cette exigence.
- **En cas de contrainte de site** (topographie, site classé, zones inondables, nappes phréatiques, contrainte structurelle, etc.) : Une note du concepteur doit justifier la réalité de ces contraintes et développer des réponses pour minimiser la différenciation des

parcours. En particulier, il est demandé la mise en place d'une solution de franchissement en continuité du cheminement usuel (solutions architecturales intégrées, rampes...).

Les rampes doivent vérifier les critères suivants :

- Sans dévers
- Pourvues d'un revêtement anti-glissant
- Doubles par un escalier si le dénivelé est équivalent ou supérieur à la hauteur de 3 marches
- Équipées de mains courantes dès lors que leur pente dépasse 4% sur plus de 0,50 m (en l'absence de rampe, des éléments de contraste doivent venir avertir de la pente).
- Inclinaison au maximum de 6% pour l'existant, 5% pour le neuf (avec une tolérance jusqu'à 10% pour l'existant, 8% pour le neuf sur une longueur inférieure à 2m, jusqu'à 12% pour l'existant, 10% pour le neuf sur une longueur inférieure ou égale à 0,50m)
- Équipées de paliers de repos (plans au dévers près) en haut et en bas de la pente, tous les 10 m (dimensions 120 x 140 cm) et en cas de changement de direction supérieur à 45° (dimensions permettant un espace de rotation de 150 cm - Pour rappel, un espace de rotation équivaut à un cercle de 150 cm de diamètre).

Pour ce secteur de la santé, les seuils sont limités à 5mm sur tout le circuit patient.

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Programme</p> <p>Document détaillant les intentions architecturales.</p>	<p>Intentions concernant les circulations intérieures.</p>
<p>► Phase Conception</p> <p>Plans + CCTP si recours à des ascenseurs.</p>	<p>Altimétrie des surfaces du bâtiment.</p> <p>Justification de la contrainte de site (si applicable).</p> <p>Caractéristiques des rampes (si applicable).</p> <p>Caractéristiques des ascenseurs (si applicable).</p>
<p>► Phases Réalisation et Exploitation</p> <p>Visite in situ ou photographies du site + Documentation technique sur les ascenseurs si recours à des ascenseurs.</p> <p>Durée de validité des modes de preuve : Illimitée (sauf modification du projet).</p>	

ACES2.5.2-S Caractéristiques des circulations intérieures permettant un déplacement aisé

Il est demandé que les dimensions des circulations vérifient les critères ci-dessous :

- La largeur des circulations doit être supérieure ou égale à 140 cm. Des rétrécissements ponctuels à 120 cm peuvent être tolérés à la condition que ces rétrécissements n'excèdent pas 150 cm de longueur de circulation. **La largeur des circulations doit avoir fait l'objet d'une étude, et permettre le croisement de lits malades couchés pour les circulations concernées. Les circulations respectent les règles du classement ERP.**
- Des espaces de rotation correctement dimensionnés et placés doivent être prévus pour permettre à une personne en fauteuil roulant de revenir sur ses pas. Il est demandé qu'une aire de rotation soit disponible à minima tous les 10 mètres. Pour rappel, un espace de rotation équivaut à un cercle de 150 cm de diamètre.
- Les revêtements des sols intérieurs vérifient les critères suivants :
 - les revêtements sont antidérapants
 - les revêtements sont non réfléchissants
 - les irrégularités du sol dans les bâtiments ne dépassent pas 5 mm en tout point des surfaces de circulation à l'exception des éléments de guidage et des dispositifs tactiles d'éveil à la vigilance
 - les trous et les fentes sont limités à 2 cm.

Note : Exemples de normes concernant la glissance des sols selon leur usage : NF P 05-011, NF P 05-012, CEN/TS 16165.

- Les seuils des portes des locaux d'usage doivent présenter un ressaut limité :
 - L'ensemble des seuils des portes des locaux d'usage et des locaux techniques (maintenance, déchets, livraison, ménage...) est inférieur à 2 cm. Pour tous les seuils de plus de 5 mm, le ressaut doit être biseauté, c'est-à-dire répondre à la règle de 1 hauteur pour 3 longueurs.
Les seuils sont limités à 5mm sur tout le circuit patient.
 - Les portes de la (ou des) entrée(s) principales ne sont pas concernées par cette exigence car elles sont traitées dans l'exigence ACES.2.2.3.

Les points obtenus correspondent à la situation la plus défavorable. Par exemple, un bâtiment présentant un seuil supérieur à 5 mm, ne peut pas prétendre au point.

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Programme</p> <p>Document détaillant les intentions.</p>	<p>Intentions concernant les circulations intérieures.</p>
<p>► Phase Conception</p> <p>Plans annotés, CCTP.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Altimétrie des surfaces du bâtiment. ■ Justification de la contrainte de site (si applicable). ■ Caractéristiques des rampes (si applicable). ■ Caractéristiques des ascenseurs (si applicable). ■ Cohérence entre les intentions et les caractéristiques du projet ■ Dimensions des circulations ■ Identification d'aires de rotation pour les personnes en fauteuil roulant ■ Dimension et contraste des ressauts des seuils de porte (hors portes d'entrée) ■ Caractéristiques des revêtements intérieurs.
<p>► Phases Réalisation et Exploitation</p> <p>Plans et visite in situ et/ou photographies du site et/ou document technique sur les revêtements intérieurs.</p> <p>Durée de validité des modes de preuve : Illimitée (sauf modification du projet).</p>	

ACES3 FACILITE D'USAGE

ACES3.1 ORGANISATION DU PLAN

ACES3.1.1 Présence de repères ou d'éléments remarquables rythmant le parcours et facilitant une orientation intuitive

Cas de non applicabilité : Cette exigence ACES3.1.1 est applicable à tous les secteurs SAUF le secteur "Logistique".

Si l'opération appartient au secteur cité ci-dessus, l'exigence est considérée comme non-applicable, ses points seront déduits du total des points disponibles et l'évaluation n'en tiendra pas compte.

Il est demandé que des dispositions soient prises pour rythmer le parcours et faciliter une orientation intuitive dans le bâtiment. Elles doivent permettre aux visiteurs et utilisateurs circulant dans le bâtiment de se repérer intuitivement, de rendre lisibles les différentes espaces et fonctions hébergées, et d'éviter le sentiment de désorientation créé par des environnements uniformes.

Ces dispositions peuvent relever de la configuration de l'espace, du choix de matériaux, d'éléments de décoration.

Les situations devant être a minima traitées sont les paliers d'escaliers et d'ascenseurs, les espaces d'accueil, les intersections des circulations les plus structurantes.

A titre d'exemples, les éléments suivants peuvent être valorisés : ouverture sur l'extérieur, surlargeurs dans les couloirs, espace de convivialité, œuvre d'art, élément de décor, utilisation d'un code couleur donnant un rythme, contraste de revêtement visuel et tactile au niveau des paliers donnant accès aux escaliers, totems signalétiques, ouverture des escaliers sur les circulations...

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Programme</p> <p>Document détaillant les intentions architecturales.</p>	Présence d'intentions sur les repères ou éléments remarquables.
<p>► Phase Conception</p> <p>Plans et/ou notes précisant les dispositions prises pour faciliter l'orientation intuitive.</p>	Présence de repères ou d'éléments remarquables dans les circulations, justification qu'une réflexion a bien été menée.
<p>► Phases Réalisation et Exploitation</p> <p>Plans et/ou photographies du site ou visite in situ.</p> <p>Durée de validité des modes de preuve : illimitée, avec vérification annuelle que ces éléments sont bien respectés lors de l'exploitation.</p>	

ACES3.1.2-S Parcours et signalétique

Il est demandé que le travail sur la signalétique ne soit pas uniquement une question d'architecture d'intérieur mais prenne en compte une dimension globale de compréhension par le plus grand nombre de personnes (patients porteurs de handicap / patient primo arrivant / visiteurs...).

La signalétique retenue doit avoir fait l'objet d'échange avec la maîtrise d'ouvrage, éventuellement d'associations (dans l'accompagnement du handicap).

Une compétence spécifique en signalétique est souhaitable.

Nota : La signalétique est un point sensible, elle doit convenir à tous (malvoyants, non voyants, illettrés...). Il existe les pictogrammes « Handipicto » pour communiquer quel que soit le handicap, il existe les pictogrammes ADAPI pour la déficience mentale.

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Conception</p> <p>Plan et carnet de bord signalétique. CR des échanges avec des spécialistes...</p>	<p>Cohérence avec les recommandations.</p>
<p>► Phases Réalisation et Exploitation (axe Bâtiment et axe Gestion)</p> <p>Visite in situ. CR des échanges avec des spécialistes...</p> <p>Durée de validité des modes de preuve : illimitée (sauf modification du projet).</p>	

ACES3.2 STIMULI SENSORIELS DANS LES CIRCULATIONS

ACES3.2.1-S Support d'orientation optique, auditif et haptique dans les halls et autres espaces ouverts

Cette exigence vise à permettre un repérage intuitif des cheminements dans les espaces ouverts que constituent les halls et les espaces d'accueil, au travers de supports d'orientation.

Sont considérés comme des « espaces ouverts », les halls, atriiums dégagements ainsi que les circulations, même linéaires dont la largeur courante est supérieure à 3 m.

Les points sont obtenus lorsqu'un contraste optique, auditif et/ou haptique (par les sensations liées au toucher) souligne les trajectoires fonctionnelles et qu'une variation du vocabulaire de contraste employé vient annoncer les événements marquant présents sur ou à proximité immédiate du tracé (exemples : présence d'un accueil, d'un élément signalétique important, d'une station d'interprétation ou encore intersection ou bifurcation d'itinéraire, terminaison du tracé).

Ces contrastes peuvent être obtenus par différentes solutions. Exemples : guidage engravé, contraste de revêtement de sols opérant sur différents registres : rugosité, résonance des matériaux, contraste visuel, pente douce...

Attention, lorsque le projet prévoit le remplacement du revêtement de sol, les solutions du type bandes de guidage rapportées au sol ne sont pas suffisantes pour l'obtention des points.

Nota Bene : Au sein d'une opération, les espaces dont l'agencement est amené à évoluer fréquemment (exemples : pavillon ou salle d'exposition, locaux événementiels, espaces de vente...) ne sont pas concernés par cette exigence.

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Programme</p> <p>Document détaillant les intentions architecturales.</p>	Intentions concernant les éléments de contraste tactile, audible et visuel dans les halls.
<p>► Phase Conception</p> <p>CCTP et/ou note justifiant le traitement de l'orientation dans les halls.</p>	Éléments de contraste tactile, audible et visuel dans les halls.
<p>► Phases Réalisation et Exploitation</p> <p>Visite in situ ou photographies du site.</p> <p>Durée de validité des modes de preuve : illimitée, avec vérification annuelle que ces éléments sont bien conservés pendant l'exploitation.</p>	

ACES3.2.2 Sols, murs, portes et poignées contrastés

Pour valider l'exigence, les trois critères suivants doivent être vérifiés :

- Les sols et les murs ainsi que les éléments structurants du cheminement tels que les piliers, offrent un contraste visuel entre eux ou à leur jonction avoisinant 30 points LRV (Light Reflectance Value).
- Les portes et leur paroi supports offrent un contraste entre elles ou à leur jonction avoisinant 30 points LRV (Light Reflectance Value).
- L'ensemble des poignées présente un contraste de 30 points LRV (Light Reflectance Value) par rapport à leur paroi support ou leur fond visuel. Le contraste est ici défini comme l'écart de l'indice de réflectance à la lumière (LRV) des deux surfaces considérées, tel que précisé dans l'ISO 21542. Il peut être justifiée par une mesure à l'aide d'un luminance-mètre ou plus simplement à l'aide de nuanciers.

Les portes à contraster sont les portes d'usage courant. L'exigence n'est pas applicable pour les portes des locaux techniques (maintenance, déchets, livraisons, ménage...).

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Programme</p> <p>Document détaillant les intentions architecturales.</p>	Intentions sur les contrastes.
<p>► Phase Conception</p> <p>CCTP.</p>	Contraste des sols, murs, portes et poignées.
<p>► Phases Réalisation et Exploitation</p> <p>Visite in situ ou photographies du site.</p> <p>Durée de validité des modes de preuve : illimitée, avec vérification annuelle que ces éléments sont bien conservés pendant l'exploitation.</p>	

ACES3.3 COMMANDES, PORTES ET AMPLIFICATION DES SONS

ACES3.3.1 Dispositifs de commandes repérables, et faciles à atteindre et ne nécessitant pas deux actions simultanées pour leur mise en œuvre

Les dispositifs de commandes correspondent aux dispositifs de communication (interphones, visiophones,...), interrupteurs, commandes de volets roulants, boutons d'appel d'ascenseurs, commandes de robinet, commandes des équipements d'aide à la manipulation dans les locaux logistiques. Les commandes techniques spécifiques à la maintenance du bâtiment et ne faisant pas l'objet d'usage dans le cadre du fonctionnement courant ne sont pas visées par cette exigence.

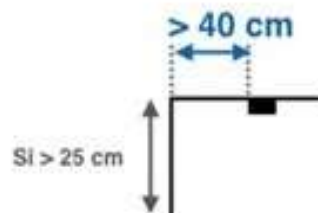
► Pour le premier niveau de points (« Commandes repérables ») :

L'ensemble des commandes à manipuler présente un contraste de 30 points LRV (Light Reflectance Value) par rapport à leur paroi support ou leur fond visuel. Le contraste est ici défini comme l'écart de l'indice de réflectance à la lumière (LRV) des deux surfaces considérées, tel que précisé dans l'ISO 21542. Il peut être justifiée par une mesure à l'aide d'un luminance-mètre ou plus simplement à l'aide de nuanciers.

► Pour le deuxième niveau de points (« Commandes repérables et faciles à atteindre ») :

Les commandes à manipuler respectent tous les critères suivants :

- Un espace d'usage (80 x 130 cm) est prévu pour chaque équipement ou dispositif de commande, pour en permettre l'atteinte et l'utilisation par tous les utilisateurs.
- Toutes les commandes sont situées à plus de 40 cm d'un angle intérieur formé par deux parois (si parois présentent une largeur supérieure à 25 cm). Cf schéma ci-contre à droite.
- Les commandes murales sont positionnées entre 90 cm et 110 cm.
- Les commandes sur plan (plan vasque, plan de travail...) sont situées à une distance inférieure à 50 cm par rapport au bord du plan. Dans le cas de commandes à détection ou de commandes sensibles, cette distance peut être étendue à 60 cm maximum.
- Les commandes ne nécessitent pas deux actions simultanées pour leur mise en œuvre. A défaut, les actions doivent être désynchronisées (exemple : bouton qui doit être maintenu pour tirer une porte, distributeur de savon utilisable à une seule main). Des exceptions peuvent être faites pour des équipements techniques spécifiques dans lesquels la présence de commandes simultanée est requise pour des raisons de sécurité. Ces exceptions devront pouvoir être justifiées lors de l'audit.



MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Programme</p> <p>Document détaillant les intentions architecturales.</p>	<p>Intentions sur les contrastes entre commandes et parois ;</p> <p>Intentions sur l'implantation des commandes et présence d'espaces d'usage associé ;</p> <p>Intentions sur les typologies et configurations des commandes.</p>
<p>► Phase Conception</p> <p>CCTP, plans.</p>	<p>Contraste entre commandes et parois ;</p> <p>Implantation des commandes et présence d'espaces d'usage associé ;</p> <p>Typologies et configurations des commandes.</p>
<p>► Phases Réalisation et Exploitation</p> <p>Liste des types de commandes utilisées précisant leur mode d'implantation et visite de site.</p> <p>Durée de validité des modes de preuve : illimitée, avec vérification annuelle que ces éléments sont bien conservés dans l'exploitation.</p>	

ACES3.3.2-S Présence de dispositifs de transmission et d'amplification des sons pour les personnes malentendantes dans tous les espaces sonorisés

Cas de non-applicabilité : Si l'opération ne présente pas de salle sonorisée, cette exigence ACES.3.3.2-S est considérée comme non-applicable, ses points seront déduits du total des points disponibles et l'évaluation n'en tiendra pas compte.

Si l'opération présente au moins une salle sonorisée (amphithéâtres, salles d'instance type conseil d'administration, etc.), alors il est demandé que ces salles soient équipées d'un dispositif de transmission et d'amplification des sons pour les personnes malentendantes.



En cas d'installation d'une BIM (Boucle à Induction Magnétique) fixe, le recours à un spécialiste est exigé. Son installation devra se conformer à la norme NF-EN 60118-4 relative à la transmission d'un signal audio via une boucle d'induction magnétique. Cet équipement devra être signalé par un pictogramme « Oreille barrée + T ».

Une boucle magnétique portable ne permet pas de valider les points.

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Programme</p> <p>Document détaillant les intentions.</p>	<p>Intentions concernant ces dispositifs.</p>
<p>► Phase Conception</p> <p>CCTP.</p>	<p>Présence de salles de capacité supérieure à 50 personnes.</p> <p>Présence de salles sonorisées.</p> <p>Présence de BIM (et caractéristiques du dispositif installé).</p>
<p>► Phases Réalisation et Exploitation</p> <p>Documentation technique attestant de la conformité des dispositifs installés.</p> <p>Durée de validité des modes de preuve : illimitée avec vérification annuelle du fonctionnement du dispositif installé.</p>	

ACES3.3.3-S Présence d'équipements d'aides à l'exécution des tâches de manutention, levage, chargement et déchargement

Cas de non-applicabilité : Si l'opération ne présente pas de zones de chargement au sens indiqué ci-dessous, cette exigence ACES.3.3.3-S est considérée comme non-applicable, ses points seront déduits du total des points disponibles et l'évaluation n'en tiendra pas compte.

Précision : Cette exigence concerne uniquement la manutention, le levage, le chargement et déchargement de marchandises. *Il ne s'agit pas de la manutention des patients.*

Si l'opération présente au moins une zone de chargement au sens indiqué ci-dessous, alors cette exigence requiert la mise en place d'équipements d'aide à la manipulation pour faciliter l'exécution des tâches de manutention, levage, chargement et déchargement. Le nombre de points obtenu dépend du nombre de dispositions prises dans chaque catégorie de la liste suivante :

► **Catégorie 1 :** « Equipements d'aide à la manutention : Il est demandé l'installation d'équipements permettant de faciliter les manœuvres de manutention du personnel ».

Des exemples de dispositions incluent : les convoyeurs, les filmeuses automatiques, les palans, les distributeurs de palette, etc.

► **Catégorie 2 :** « Dispositifs permettant mise à quai, chargement et déchargement aisés et portes électriques » : L'exigence requiert :

- la présence sur les quais de niveleurs ou de tout autre dispositif permettant la mise à quai, le chargement et le déchargement de manière aisée et sécurisée au niveau des zones de déchargement.
- la mise en place de portes de quai électriques au niveau des zones de chargement pour faciliter l'exécution des tâches.

Définition « zone de chargement » :

Une « zone de chargement » correspond à toute zone aménagée (quais de transbordement) pour permettre un transit de marchandises entre des poids lourds et l'opération. Ces zones se trouvent typiquement dans la logistique ou le commerce. Seuls sont concernés les quais de transbordement destinés à accueillir des remorques et des semi-remorques (PTAC supérieure à 32 tonnes). Ne sont pas concernées les aires de réception des véhicules utilitaires légers, ou des poids lourds de poids total autorisé en charge (PTAC) inférieure.

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
► Phase Programme Document détaillant les intentions.	Intentions concernant la présence d'équipements aidant à la manutention, la mise à quai, le chargement ou le déchargement.
► Phase Conception CCTP.	Présence d'équipements aidant à la manutention, la mise à quai, le chargement ou le déchargement.
► Phases Réalisation et Exploitation Documentation technique et/ou photographies des équipements ou visite in situ. Durée de validité des modes de preuve : Illimitée (sauf modification du projet).	

ACES3.3.4 Manœuvre de portes aisée et limitant le risque de chocs

Cette exigence s'applique à toutes les portes intérieures d'usage, à l'exception des portes des cabines de sanitaires, de douches et d'essayage, ainsi que les portes ouvrant sur un escalier, les portes d'accès aux équipements et locaux techniques et les portes de recoupement toujours maintenues en position ouverte.

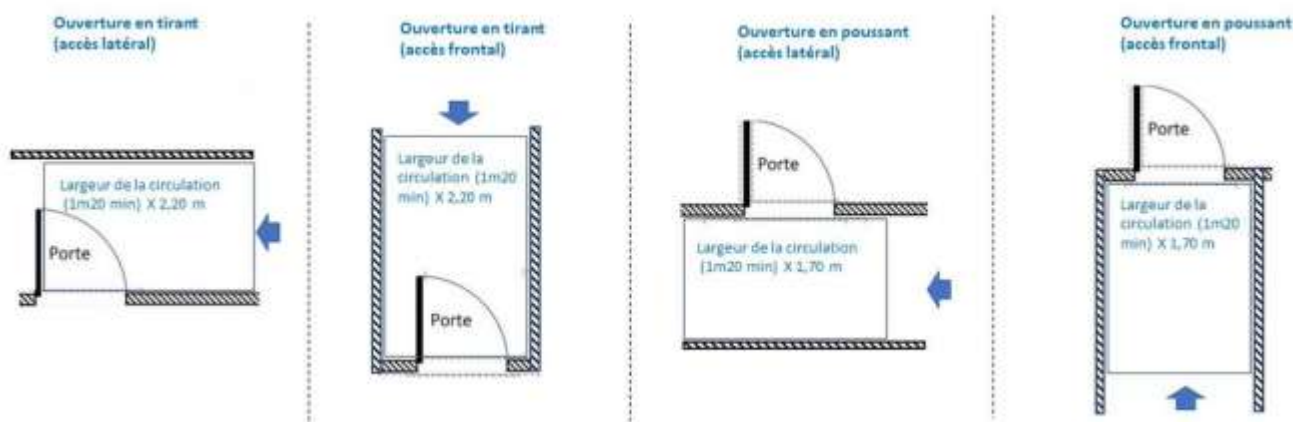
Nota bene : Seules les portes des cabines sanitaires sont exclues. Les portes d'accès aux zones communes des sanitaires sont bien concernées.

Le nombre de points obtenu dépend du nombre de dispositions prises dans chaque catégorie de la liste suivante :

► Catégorie I : Présence d'espaces de manœuvre :

Le critère requiert :

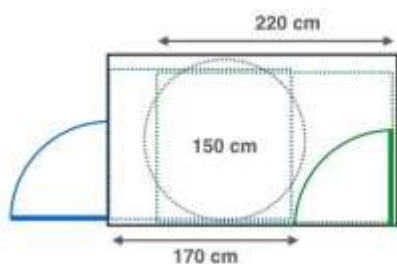
- La présence d'espace de manœuvre devant chacune des portes concernées par l'exigence.
- Ces espaces de manœuvre sont des rectangles de même largeur que la circulation et dont la longueur varie selon le sens d'ouverture de la porte :
 - Ouverture en poussant : la longueur minimum de l'espace de manœuvre de porte est de 1,70 m,
 - Ouverture en tirant : la longueur minimum de l'espace de manœuvre de porte est de 2,20m.



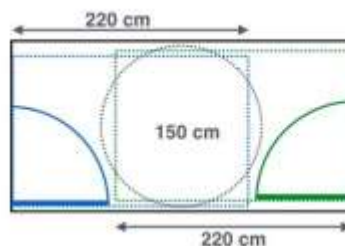
- La possibilité de retournement dans les sas :

Un sas correspond à un espace limité par deux ou plusieurs portes. Il est demandé que les dimensions des sas permettent la réalisation d'une manœuvre de retournement à l'intérieur du sas. En particulier, les sas équipés de portes battantes maintiennent un espace de manœuvre de porte devant chaque porte, hors débattement éventuelle de la porte non manœuvrée et assurent un espace de rotation Ø 150 cm hors débattement des portes.

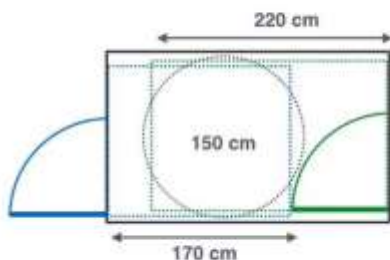
Les portes coulissantes sont assimilables aux ouvertures en poussant.



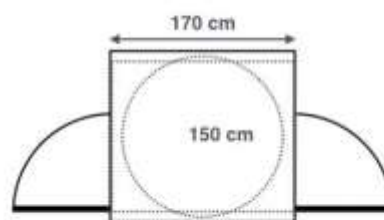
Cas des sas avec ouverture d'une seule porte à l'intérieur



Cas des sas avec ouverture des deux portes à l'intérieur



Cas des sas avec ouverture d'une seule porte à l'intérieur



Cas des sas avec ouverture des deux portes à l'extérieur

Dimensions des sas selon le sens d'ouverture des portes

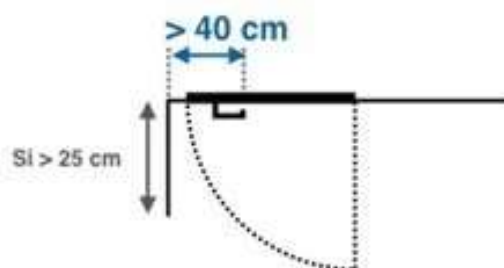
► Catégorie 2 : Débattement limitant les risques de chocs :

Il est demandé que les portes débattant sur des circulations limitent les risques de chocs par des dispositions prises sur leur sens d'ouverture et leur positionnement. Les débattements de porte sont intégrés par exemple par la présence d'un décrochement dans la circulation qui peut permettre de protéger du risque de choc lors de l'ouverture de la porte vers la circulation. L'objectif de cette exigence est de limiter le débattement de portes vers les circulations, lorsque celles-ci s'ouvrent perpendiculairement aux circulations.

► Catégorie 3 : Poignées aisément utilisables :

Il est demandé que :

- Les poignées sont positionnées à plus de 40 cm d'un angle intérieur formé par deux parois (si parois présentent une largeur supérieure à 25 cm).
- Les poignées sont situées à une hauteur comprise entre 90 et 110 cm.
- Pour une porte équipée de ferme-portes, le temps de fermeture est de minimum de 5 secondes.
- Pour ouvrir ou fermer une porte manuelle, la force à appliquer est inférieure à 20 Newtons.



MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Programme</p> <p>Document détaillant les intentions.</p>	Intentions concernant les portes.
<p>► Phase Conception</p> <p>CCTP des équipements, plans avec annotation des espaces de manœuvre et/ou de retournement.</p>	<p>Configurations et caractéristiques des portes et dispositifs d'ouverture.</p> <p>Présence d'espace de manœuvre et de retournement.</p>
<p>► Phase Réalisation</p> <p>DOE des équipements, visite in situ et/ou plans avec annotation des espaces de manœuvre et/ou de retournement.</p> <p>Durée de validité des modes de preuve : Illimitée (sauf modification du projet).</p>	
<p>► Phase Exploitation</p> <p>DOE (ou tout autre document permettant de justifier de l'atteinte de l'exigence) des équipements, visite in situ et/ou plans avec annotation des espaces de manœuvre et/ou de retournement.</p> <p>Durée de validité des modes de preuve : Illimitée (sauf modification du projet).</p>	

ACES3.4 ERGONOMIE DES ESPACES D'HYGIENE

Pour le secteur de la santé, ce bloc d'exigence concerne uniquement les espaces d'hygiène pour le personnel et les visiteurs.

ACES3.4.1-S Sanitaires régulièrement prévus en nombre suffisant

La validation de cette exigence nécessite a minima la présence d'un sanitaire par niveau.

Dans les opérations destinées à accueillir un grand nombre de visiteurs, les besoins en nombre et en implantation de blocs sanitaires sont déterminés par une étude de flux sur la base de :

- la fréquentation instantanée maximale,
- les distances et les temps de parcours,
- la typologie des publics.

L'étude de flux doit prendre en compte les utilisateurs du bâtiment indiqués dans le tableau ci-dessous.

Secteur	Utilisateurs pris en compte
Santé	Les personnels (pour les sanitaires du personnel), Les visiteurs (pour les sanitaires visiteurs).
Commerce	Les salariés, Les clients
Logistique	Les salariés, Les visiteurs et clients

Tableau 1 : Utilisateurs à prendre en compte pour l'étude de flux

A titre d'information, 40 m est admise comme une limite haute de distance à parcourir pour atteindre un sanitaire.

Pour les locaux logistiques : Cela concerne le cas de présence de locaux logistiques représentant une véritable plateforme logistique au sein de l'établissements de santé. Il est alors demandé la présence de vestiaires et de sanitaires en nombre suffisant ainsi que la mise en place de douches directement accessibles depuis le local conducteurs. Des dispositions doivent être prises au niveau de la localisation des sanitaires de manière à limiter les déplacements du personnel. Il s'agit de mener une réflexion pour le positionnement optimisé des sanitaires, en fonction des cheminements préférentiels et de faciliter l'accès aux sanitaires depuis l'entrepôt et dans les bureaux. La prise en compte de l'emplacement des zones détente de l'entrepôt et des badgeuses sont des enjeux potentiels. On s'assurera de la proximité des sanitaires par rapport à l'entrepôt et de la présence de sanitaires à chaque étage pour les bureaux.

En outre, les vestiaires et sanitaires mis à disposition du personnel travaillant dans l'entrepôt respectent un ratio H/F par défaut à 50/50 et sont dimensionnés au minimum pour x personnes pour y m² de cellule :

- Plateforme logistique : 3 personnes pour 1000 m² de cellule.
- Quai de messagerie : 5 personnes pour 1000 m² de cellule.
- Entrepôt frigorifique : 2 personnes pour 1000 m² de cellule.

Pour les commerces : Il s'agit des locaux sanitaires liés à ces espaces de commerce potentiellement présent au sein de l'établissement de santé.

Définition « niveau » :

On entend ici par « niveau » des étages au sens de la réglementation c'est-à-dire présentant une différence d'altimétrie supérieure à 1,20 m. (Article 7 de l'arrêté du 1er août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.111-19 à R. 111-19-3 et R.111-19-6 du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création).

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Programme</p> <p>Document détaillant les intentions.</p>	<p>Typologie du bâtiment et intentions concernant le nombre de sanitaires.</p>
<p>► Phases Conception, Réalisation et Exploitation</p> <p>Plans et justificatif du dimensionnement sur la base d'une étude de flux pour les grandes opérations.</p> <p>Durée de validité des modes de preuve : illimitée (sauf modification du projet).</p>	<p>Nombre de sanitaires.</p> <p>Justificatif du dimensionnement.</p>

ACES3.4.2 Bloc sanitaire ou a minima à chaque niveau

Cette exigence nécessite la présence d'une cabine adaptée à l'intérieur de chacun des blocs sanitaires Hommes et Femmes ou a minima à chaque étage desservi par un ascenseur et offrant la prestation sanitaires.

Une cabine adaptée comprend a minima un espace d'usage de 80 cm par 130 cm au droit de la cuvette. En outre, un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour (aire de rotation de 150 cm libre de tout obstacle) doit être possible dans la cabine ou a minima dans l'espace commun. Dans le cas de sanitaire mixte isolé, l'aire de rotation doit être prévue dans la cabine ainsi qu'un lavabo adapté dans la cabine ou accessible à proximité immédiate.

► Pour le premier niveau de points (« Présence d'une cabine adaptée à chaque niveau desservi par un ascenseur ») :

La seule présence d'une cabine sanitaire adaptée pour chaque sexe (ou mixte) à chaque niveau de l'opération, desservi par un ascenseur et offrant la prestation sanitaires.

Attention : Pour accéder aux classes C, B ou A à l'échelle du thème, la validation du premier niveau de cette exigence est obligatoire.

► Pour le deuxième niveau de points (« Présence d'une cabine adaptée dans chaque bloc sanitaire ») :

Des cabines adaptées sont présentes dans chaque bloc sanitaire. Dans le cas de sanitaire mixte isolé, le point n'est obtenu que si la cabine est adaptée.

Nota Bene : Pour les opérations d'hôtellerie, l'exigence porte sur les blocs sanitaires présents dans les espaces communs, ainsi que sur la présence d'un nombre suffisant de chambres avec sanitaires adaptés. Si ces deux critères peuvent être justifiés lors de l'audit alors le deuxième niveau de points "Présence d'une cabine adaptée dans chaque bloc sanitaire" est validé.

Définition des termes « étage » et « niveau d'usage » :

- On entend ici par **niveau** des étages au sens de la réglementation c'est-à-dire présentant une différence d'altimétrie supérieure à 1,20m. (Article 7 de l'arrêté du 1er août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.111-19 à R. 111-19-3 et R.111-19-6 du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création).
- Les **niveaux d'usage** concernent les niveaux hébergeant des espaces d'usage du bâtiment hors locaux techniques et zones de stationnement. Les mezzanines, rooftops et toitures-terrasses accessibles sont donc considérées comme des niveaux d'usage.

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Programme</p> <p>Document détaillant les intentions.</p>	<p>Intentions concernant les cabines adaptées.</p>
<p>► Phase Conception</p> <p>Liste des sanitaires dans le bâtiment avec précision de la présence ou non de sanitaires adaptés + Plan des sanitaires annoté avec visualisation de l'espace de rotation pour le second niveau de point.</p>	<p>Nombre et emplacement (Blocs H/F) des cabines adaptées.</p> <p>Aire de rotation dans les cabines adaptées (ou dans l'espace commun le cas échéant).</p>
<p>► Phases Réalisation et Exploitation</p> <p>Visite in situ + Plan des sanitaires annoté avec visualisation de l'espace de rotation pour le second niveau de point.</p> <p>Durée de validité des modes de preuve : Illimitée (sauf modification du projet).</p>	

ACES3.4.3 Equipements minimaux présents dans les cabines et espaces sanitaires

Dans l'ensemble des cabines, il est demandé :

- Loquets et verrous manœuvrables sans effort : Les loquets et verrous sont considérés comme manœuvrables sans effort lorsque l'on peut les actionner avec un seul doigt (targette ou levier à bascule).
- Présence d'indicateur d'occupation visible depuis l'extérieur.

Dans les cabines adaptées, il est demandé :

- Une cuvette rallongée (70 cm) avec « dossier » ou une cuvette (50cm) bâti support avec un décrochement.
- Une cuvette à une hauteur d'assise comprise entre 45 cm et 50 cm. La position de la cuvette respecte les côtes suivantes (à l'axe de la lunette) : entre 40 et 45 cm de la barre d'appui (tolérance entre 30 et 45 cm dans l'existant) de la paroi adjacente (où est fixée la barre d'appui).
- La cuvette doit être équipée d'une lunette rabattable.
- Une patère utilisable en position assise.
- Une barre d'aide à la fermeture de porte installée à 45° au milieu de la porte (point bas-côté gonds).
- Une barre d'appui coudée dont la partie horizontale est située entre 70 et 80 cm du sol. La barre d'appui résiste à une force d'au moins 1,3 kN (possibilité à un adulte de prendre appui de tout son poids).
- Un lave-mains ou un lavabo dont le bord le plus proche du nez de la cuvette doit être positionné à plus de 30 cm du nez de la cuvette.
- Un sèche-mains (papier, tissu ou électrique).
- La commande de chasse d'eau doit pouvoir être atteinte par une personne en fauteuil roulant et être facile à manœuvrer par une personne ayant des difficultés de préhension.

Dans les cabines adaptées ou l'espace commun, il est demandé au moins un lavabo respectant les caractéristiques suivantes :

- Hauteur maximum sur plan de 85 cm
- Partie vide inférieure au lavabo d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur permettant le passage d'une personne en fauteuil roulant
- Les équipements (distributeurs de savon, sèche main et robinets) sont positionnés à plus de 40 cm d'un angle intérieur formé par deux parois
- Les commandes sur plan (plan vasque, plan de travail...) sont situées à une distance inférieure à 50 cm par rapport au bord du plan. Dans le cas de commandes à détection ou de commandes sensibles, cette distance peut être étendue à 60 cm maximum.

Nota Bene : Pour la mesure des distances aux équipements, quand aucune précision n'est donnée, il faut considérer le bord de l'équipement (et non son axe).

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Programme</p> <p>Document détaillant les intentions.</p>	<p>Intentions concernant la présence, les caractéristiques et implantation des équipements sanitaires.</p>
<p>► Phase Conception</p> <p>CCTP.</p>	<p>Présence, caractéristiques et implantation des équipements sanitaires.</p>
<p>► Phases Réalisation et Exploitation</p> <p>Liste d'équipements présents et leurs positionnements, documentation technique, visite du site.</p> <p>Durée de validité des modes de preuve : Illimitée (sauf modification du projet).</p>	

ACES3.4.4 Manœuvre de portes et circulations confortables dans les sanitaires

► Pour le premier niveau de points (« Pas de conflit de débattements de porte ») :

Il est demandé qu'il n'y ait pas de conflits de débattement de portes. Les ouvertures de portes ne doivent pas s'empêcher mutuellement.

► Pour le deuxième niveau de points (« Pas de conflits ET Espaces de manœuvre disponibles ») :

Il est demandé de respecter les critères suivants :

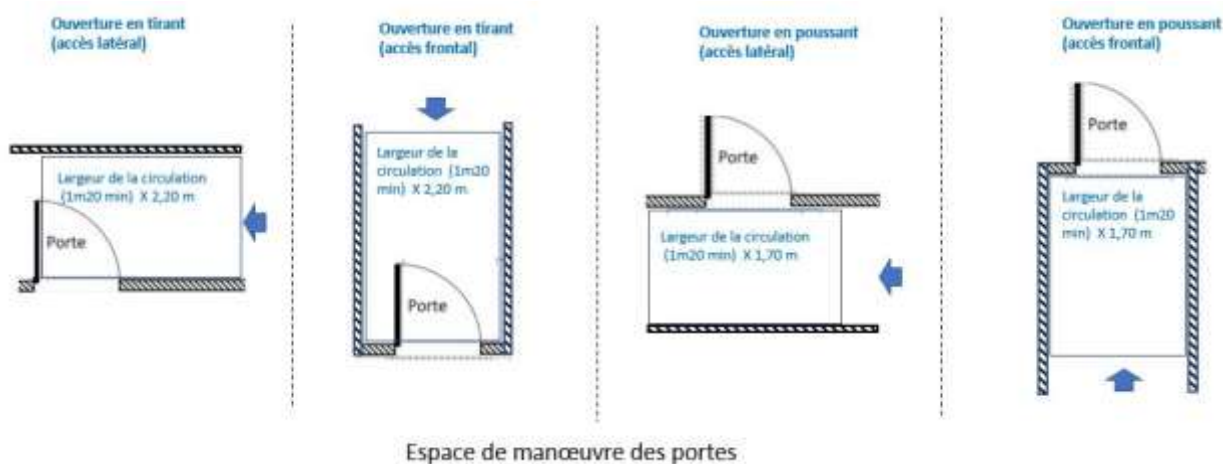
- Il n'y a pas de conflit de débattement de portes, ET
- Des espaces de manœuvre sont disponibles au droit de l'entrée dans l'espace commun et devant la porte d'accès à la cabine adaptée.

Définition du terme « espace de manœuvre » :

Ces espaces de manœuvre sont des rectangles de même largeur que la circulation et dont la longueur varie selon le sens d'ouverture de la porte :

- ouverture en poussant : la longueur minimum de l'espace de manœuvre de porte est de 1,70 m ;
- ouverture en tirant : la longueur minimum de l'espace de manœuvre de porte est de 2,20 m.

Les portes coulissantes sont assimilables aux ouvertures en poussant.



MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Programme</p> <p>Document détaillant les intentions architecturales.</p>	<p>Intentions concernant la manœuvre des portes.</p>
<p>► Phase Conception</p> <p>Plans de sanitaires avec annotation des espaces de manœuvre.</p>	<p>Aire de débattements des portes.</p> <p>Présence d'espaces de manœuvre dans les sanitaires (espace commun et cabine adaptée).</p>
<p>► Phases Réalisation et Exploitation</p> <p>Plans de sanitaires avec annotation des espaces de manœuvre et/ou visite in situ.</p> <p>Durée de validité des modes de preuve : Illimitée (sauf modification du projet).</p>	

ACES4.1 CHEMINEMENT GARANTI SANS OBSTACLE

ACES4.1.1 Circulations horizontales et verticales libres d'obstacles

Cette exigence requiert le traitement des obstacles par la mise en place d'un cheminement garanti et le repérage des obstacles en hauteur situés en dehors de ce cheminement. Les éléments représentant couramment un risque d'obstacle sont par exemple les extincteurs dans les circulations, les sous-faces d'escaliers démarrant dans les circulations...

► Pour le premier niveau de points (« Obstacles repérables et détectables ») :

Les différents objets pouvant constituer des obstacles sont contrastés par rapport à leur support et placés ou matérialisés de façon à être détectés à la canne blanche (hauteur < 40 cm du sol).

► Pour le deuxième niveau de points (« Cheminement garanti libre d'obstacle ») :

Il est demandé qu'il n'y ait pas d'obstacle dans le cheminement garanti. Les différents objets pouvant éventuellement constituer des obstacles doivent être disposés en dehors du « cheminement garanti » en les positionnant au-delà du couloir virtuel de 140 cm de large ou par la création de niches en renforcement des parois. En outre, les éventuels obstacles en hauteur situés en dehors de ce cheminement doivent être contrastés et détectables à la canne.

Attention : Pour accéder aux classes C, B ou A à l'échelle du thème, la validation du premier niveau de cette exigence est obligatoire.

Définitions des termes « cheminement garanti », et « obstacle en hauteur » :

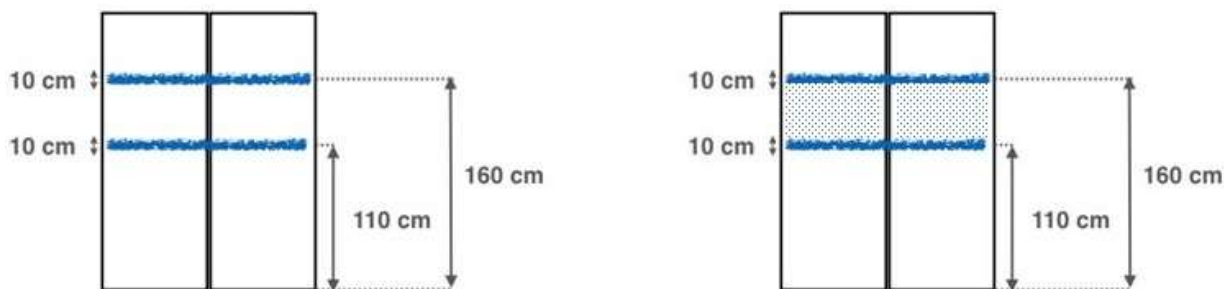
- Un « cheminement garanti » correspond au maintien d'un couloir virtuel pour la circulation de 140 cm de large sans obstacle au sol ou en hauteur susceptibles d'engendrer des chutes ou des chocs.
- Un « obstacle en hauteur » correspond à tout élément en hauteur :
 - Soit suspendu au plafond et laissant un passage libre inférieur à 220 cm (200 cm dans les parkings souterrains)
 - Soit présentant une saillie 15 cm par rapport à la paroi et situé à une hauteur comprise entre 40 cm et 220 cm (200 cm dans les parkings souterrains). Les objets qui peuvent constituer des obstacles sont, de façon non limitative :
 - Les éléments structurels (poteaux, contreventement)
 - Les extincteurs et RIA (robinets d'incendie armés)
 - Les bouches des colonnes sèches
 - Les mobiliers, les bancs ou assises
 - Les boîtes aux lettres
 - Les drapeaux signalétiques
 - Les éléments suspendus ou en applique (luminaires, balises d'issue de secours)
 - Les arceaux à vélos (tenir compte de l'encombrement des vélos).

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Programme</p> <p>Document d'intention sur le traitement des obstacles.</p>	Intentions.
<p>► Phase Conception</p> <p>Document d'intention sur le traitement des obstacles.</p>	<p>Mode de traitement des obstacles dans les circulations.</p> <p>Cohérence entre les listes d'obstacles et la visite in situ.</p>
<p>► Phases Réalisation et Exploitation</p> <p>Liste identifiant les obstacles potentiels, leur positionnement dans le bâtiment et leur mode de traitement.</p> <p>Durée de validité des modes de preuve : Illimitée pour les plans, vérification annuelle nécessaire pour s'assurer que des obstacles ne sont pas rajoutés lors de l'exploitation.</p>	

ACES4.1.2 Matérialisation des éléments pouvant créer un leurre visuel

Cette exigence porte sur les leures visuels créés par des éléments du bâti et des éléments fixes de mobilier sous la responsabilité du propriétaire. Il est demandé que ces éléments soient matérialisés par des éléments contrastés à 110 cm et 160 cm de hauteur ou a minima par deux bandes (ou zones de sérigraphie) de 10 cm de largeur contrastées à 70% et situées respectivement à 110 cm et 160 cm de hauteur.



Exemples de matérialisation de leures visuels

Si le bâtiment ne présente pas d'éléments pouvant créer un leurre visuel, l'intégralité des points est obtenue.

Définition du terme « leurre visuel » :

Sont considérés comme leurre visuel a minima tout miroir, toute hauteur, paroi vitrée ou autre élément constitué de matériau réfléchissant d'une largeur de plus de 50 cm, dans les circulations internes, dans les cheminements d'accès externes ou en bordure de ceux-ci. Dans un bâtiment avec une façade vitrée, ce n'est pas la façade vitrée qui est concernée mais uniquement les éléments vitrés dans les cheminements.

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Programme</p> <p>Document détaillant le traitement des leures visuels.</p>	<p>Intentions sur la mise en place de leures visuels.</p>
<p>► Phase Conception</p> <p>Liste identifiant les leures visuels, leur positionnement dans le bâtiment et leur mode de traitement.</p>	
<p>► Phases Réalisation et Exploitation</p> <p>Liste identifiant les leures visuels, leur positionnement dans le bâtiment et leur mode de traitement.</p> <p>Durée de validité des modes de preuve : Illimitée pour les plans, vérification annuelle nécessaire pour s'assurer que des leures ne sont pas rajoutés lors de l'exploitation.</p>	<p>Modes de traitement des leures visuels.</p> <p>Cohérence entre la liste des leures et la visite in situ.</p>

ACES4.1.3 Présence de dispositifs de sécurité en cas de risque de chute

Cas de non applicabilité : Si l'opération ne comporte pas de situations pouvant présenter des risques de chute, cette exigence est non applicable. Ne pas en tenir compte dans l'évaluation (les points de l'exigence seront déduits du total de points disponibles).

Cette exigence porte sur des configurations où un écart de niveau est présent près d'un cheminement et génère un risque de chute. Elle s'applique à toutes les circulations, qu'elles soient intérieures ou extérieures.

Cette exigence s'applique notamment dans le cas d'une approche par les côtés d'un escalier descendant démarrant dans un espace ouvert. A l'inverse, elle ne porte pas sur l'accès aux escaliers proprement dit qui est traité dans l'exigence "Présence d'un dispositif tactile et visuel en amont de chaque volée d'escaliers descendante".

Si l'opération comporte des situations pouvant présenter des risques de chute, alors ces risques doivent être correctement traités. Cela concerne notamment les cas où une circulation surplombe une zone plus basse avec un écart de hauteur supérieur à 25 cm. Dans ce cas, il est demandé la présence d'un dispositif de protection de mise à distance proportionné au risque. Celui-ci doit être détectable à la canne et contrasté par rapport à son environnement.

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Programme</p> <p>Document détaillant les intentions.</p>	Modes de traitement des risques de chute.
<p>► Phase Conception</p> <p>CCTP.</p>	Modes de traitement des risques de chute ; Cohérence entre la liste des risques de chute et la visite in situ.
<p>► Phases Réalisation et Exploitation</p> <p>Liste identifiant les risques de chutes et leur traitement et visite in situ ou photographies.</p> <p>Durée de validité des modes de preuve : Illimitée avec vérification annuelle que les dispositifs ne se sont pas détériorés durant l'exploitation.</p>	

ACES4.2 ESCALIERS SURS

Cas de non-applicabilité du bloc d'exigences : Si l'opération ne comporte pas d'escaliers ou d'emmarchements au sens indiqué dans l'exigence ACES4.2.1, ce bloc d'exigences est non applicable. Ne pas en tenir compte dans l'évaluation des exigences ACES4.2.1 et ACES4.2.2 (les points de ces exigences seront déduits du total de points disponibles).

ACES4.2.1 Morphologie d'escalier ou d'emmarchements facilitant son franchissement et présence de mains courantes sécurisant la descente

Si l'opération comporte des escaliers ou des emmarchements au sens indiqué ci-dessous, alors il est demandé de respecter les critères suivants sur tous les escaliers d'usage (hors escaliers mécaniques, escaliers d'évacuation et escaliers desservant uniquement les locaux techniques).

► Pour le premier niveau de points (« Volées franchissant entre 20 et 25 marches ») :

Il est demandé de respecter les critères suivants :

- Une volée d'escaliers franchissant plus de 25 marches comprend au moins un palier intermédiaire.
- La hauteur des marches est régulière dans chaque volée et n'excède pas 16 cm (17 cm max pour un escalier existant). En cas de contrainte avérée, la première marche dans le sens de la montée peut présenter une hauteur différente de celle des autres marches..
- La dimension des girons est régulière et ne peut être inférieure à 22 cm.
- La relation de Blondel ($60 \text{ cm} < 2h + g < 64 \text{ cm}$) est respectée pour définir le rapport entre hauteur des marches (h) et largeur du giron (g).
- Le débord du nez de marches par rapport à la contremarche n'excède pas 1 cm en bord franc (2 cm en bord arrondi) sauf dans les escaliers à claire-voie.
- Des mains courantes sont présentes de chaque côté des escaliers. Ces mains courantes respectent les critères suivants :
 - mains courantes contrastées par rapport à leur support
 - Pour les escaliers d'une largeur supérieure à 420 cm, des mains courantes intermédiaires sont présentes et espacées de 300 cm maximum.
 - Pour les escaliers d'une largeur inférieure à 100 cm, une seule main courante est nécessaire.

► Pour le deuxième niveau de points ("Volées franchissant moins de 20 marches et marches sans débord") :

Il est demandé de respecter les critères suivants :

- Une volée d'escaliers franchissant plus de 20 marches comprend au moins un palier intermédiaire.
- Il n'y a aucun débord de nez de marches par rapport à la contremarche (Cf schéma ci-contre à droite).

Définition du terme « escalier d'usage » :

Les escaliers d'usage concernent les escaliers utilisés par les utilisateurs dans le cadre du fonctionnement courant du bâtiment. Cela exclut les escaliers à seule fonction d'évacuation et les escaliers desservant uniquement les locaux techniques. Dans le cas d'un bâtiment avec un unique escalier, celui-ci est considéré comme escalier d'usage. une exception peut être faite pour les Immeubles de grande hauteur (IGH) : dès lors que les escaliers des IGH ne sont pas prévus pour être utilisés dans les déplacements inter étages, ils peuvent être considérés comme à seule fonction d'évacuation et exclus du périmètre de l'exigence.

RAPPELS INFORMATIFS NON EXIGENTIELS SUR UNE BONNE CONCEPTION DES ESCALIERS :

Escaliers :

- La largeur des escaliers est de plus de 120 cm dans le neuf, 100 cm dans l'existant.
- Si les marches ne sont pas accolées à la paroi, le joint creux s'interrompt à l'axe de la main courante.

Mains courantes :

- Mains courantes prolongées horizontalement au-delà de la première et dernière marche dans le même plan sur une longueur au moins équivalente à la largeur du giron (pas de prolongements coudés directement à la première ou dernière marche en cas de croisement de l'escalier avec une circulation perpendiculaire).
- Mains courantes préhensibles :
 - implantées à une hauteur comprise en 80 cm et 100 cm mesurée à l'aplomb des nez de marches
 - espace libre de 45 mm min entre la main courante et la paroi adjacente (sur au moins 25 cm de hauteur pour une main courante encastrée)
 - section de main courante de forme et de surface adoucies, d'un périmètre compris entre 100 et 150 mm
 - arc supérieur de 270° libre de tout obstacle sur toute la longueur
 - mains courantes et leurs supports de fixation solidement arrimés et ne faisant pas d'obstacles à la main
 - mains courantes présentant un contraste par rapport à leurs parois supports
 - extrémités des mains courantes recourbées vers le sol et vers le mur
- Dans les escaliers en courbe ou en spirale, les mains courantes sont fixées à l'aplomb d'un point où la profondeur du giron est de 22 cm minimum
- Continuité des lisses y compris sur les paliers intermédiaires (parties saisissables de la main courante) : il n'y aucune rupture même limitée dans la main courante.

Dispositifs d'éveil de vigilance :

- Ils restent toujours parallèles aux marches qu'ils annoncent (les éveils avec retour à 90° sont proscrits).
- Ils n'empiètent pas sur des circulations horizontales qui croiseraient la course de l'escalier.

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Programme</p> <p>Document détaillant les intentions.</p>	<p>Intentions concernant les escaliers et mains courantes.</p>
<p>► Phase Conception</p> <p>CCTP.</p>	<p>Caractéristiques et dimensions des escaliers en particulier hauteur des marches, largeur des giron,</p> <p>Présence de paliers intermédiaires en de volées de marché supérieur à 20 et/ou 25 marches.</p> <p>Positionnement des mains courantes.</p>
<p>► Phases Réalisation et Exploitation</p> <p>Documentation technique ou photographie des escaliers et mains courantes ou visite in situ.</p> <p>Durée de validité des modes de preuve : Illimitée (sauf modification du projet).</p>	

ACES4.2.2 Présence d'un dispositif tactile et visuel en amont de chaque volée d'escaliers descendante

Il est demandé qu'un dispositif tactile et visuel soit positionné en amont de chaque volée descendante sur tous les paliers y compris les paliers intermédiaires. Ce dispositif doit vérifier les caractéristiques suivantes :

- Largeur minimum : 40 cm.
- Implantation : dans un escalier fermé, le dispositif débute à 1 giron du nez de la première marche (ou 50 cm pour le neuf) ; dans un espace ouvert, le dispositif débute à 50 cm du nez de la première marche.
- Positionnement : le dispositif tactile doit toujours être parallèle au danger et couvrir toute la largeur des escaliers.
- Nez de marches présentant un contraste visuel et non glissants.

Définition du terme « escalier d'usage » :

Les escaliers d'usage concernent les escaliers utilisés par les utilisateurs dans le cadre du fonctionnement courant du bâtiment. Cela exclut les escaliers à seule fonction d'évacuation et les escaliers desservant uniquement les locaux techniques. Dans le cas d'un bâtiment avec un unique escalier, celui-ci est considéré comme escalier d'usage. une exception peut être faite pour les Immeubles de grande hauteur (IGH) : dès lors que les escaliers des IGH ne sont pas prévus pour être utilisés dans les déplacements inter étages, ils peuvent être considérés comme à seule fonction d'évacuation et exclus du périmètre de l'exigence.

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
► Phase Programme Document détaillant les intentions.	Intentions concernant ces dispositifs.
► Phase Conception CCTP.	Présence, largeur et positionnement du dispositif tactile en amont de chaque volée d'escaliers descendante.
► Phases Réalisation et Exploitation Documentation technique ou photographie des escaliers ou visite in situ. Durée de validité des modes de preuve : Illimitée avec vérification annuelle que les dispositifs ne se sont pas détériorés durant l'exploitation.	